



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 JUILLET 1919.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH JULY, 1919.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE TELS QUE DONNES PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "*The Official Gazette*", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE AS BELOW ; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS

Hôtel du gouvernement,
Québec, 4 avril 1914.

2145

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer

Government House,
Quebec, 4th April, 1914.

2146

Lettres patentes

"Montreal Hippodrome Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juin 1919, constituant en corporation : Germain Beaulieu, Reigner Brodeur, avocats, Yvon Ducharme, comptable, Charles Holdstock, journaliste, et Delle Helen King, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Construire, bâtir et autrement acquérir, posséder, exploiter, aménager, entretenir et administrer des hôtels, théâtres, arenas, des bâtisses pour jardins d'été et d'hiver ;

Tenir, conduire, faire, aménager, louer exploiter et organiser des tournois de hockey, patin sur la glace et à roulettes, des vues animées, masquerades, jeux et amusements d'été et d'hiver, des cirques et exhibitions de chevaux, d'animaux, volaille, fleurs, automobiles, voitures et autres, aussi des concerts de fanfare, de l'opéra, du vaudeville, des jardins d'été, des convents, bazars, expositions, représentations scéniques, des conférences, assemblées publiques, concours de boxe ou de lutte ainsi que tous autres amusements, donner au public ces représentations et amusements en général, selon qu'on le trouvera judicieux, offrir aussi, accorder ou contribuer au paiement de prix et récompenses pour aucun des objets susmentionnés ;

Louer ou céder à bail un ou plusieurs desdites bâtisses à aucune personne, société ou compagnie, pour aucun des objets ci-haut, aménager et tenir des remises dans lesdites bâtisses ;

Construire, bâtir et exploiter une ou plusieurs installations pour la fabrication de la glace, des entrepôts frigorifiques, des usines électriques d'éclairage et chauffage, des usines à vapeur, des puits artésiens, en rapport avec les biens et objets de la compagnie, y compris les installations, l'outillage et l'exploitation d'une usine à fabriquer la glace, d'un entrepôt frigorifique et d'un puits artésien, vendre aussi l'excédant de glace ou d'eau dont la compagnie peut se passer ;

Payer aucune propriété foncière ou personnelle, les droits, privilèges, permis, l'achalandage ou les franchises nécessaires aux objets de la corporation en actions ou obligations de la compagnie libérées et non-sujettes à appel ;

Acheter et détenir des actions dans aucune au-

Letters patent

"Montreal Hippodrome Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1919, incorporating : Germain Beaulieu, Reigner Brodeur, advocates, Yvon Ducharme, accountant, Charles Holdstock, journalist and Miss Helen King, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To construct, erect and otherwise acquire, own, operate, equip, maintain and manage hotels, theatres, arenas and summer and winter garden building or buildings ;

To carry on, conduct, hold, equip, lease, operate and promote hockey matches, skating, roller skating, moving pictures, masquerades, and summer and winter sports, and amusements, and of horse and live stock, poultry, flower, automobile, carriage circus and other shows, and of band concerts, opera, vaudeville, summer gardens, conventions, bazaars, exhibitions, theatrical performances, lectures, public meetings, boxing or wrestling competitions and all other entertainments, and to provide such entertainments and amusements for the public generally as may be deemed desirable, and to offer, grant or contribute towards the payment of prizes and awards for any of the purposes aforesaid ;

To lease or rent the said building or buildings to any person, firm or company for any of the above purposes, and to equip and operate garages in said buildings ;

To construct, erect and operate in ice, cold storage, electric light, heat, steam, artesian well or wells, plant or plants in connection with the company's properties and objects, including the installations, equipment and operation of an artificial ice and cooling plant and artesian well plant, and to sell any surplus ice or water not required by the company ;

To pay for any property, real or personal, rights, privileges, permits, good-will or franchises necessary for the purposes of the company in and by fully paid-up and non-assessable shares or bonds of the company ;

To purchase and hold shares in any other com-

tre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec le sien, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession ou chose semblable d'aucune personne, société, association ou corporation, les payer en tout ou en partie avec de l'argent ou des obligations, ou en paiement intégral ou partiel émettre et repartir des actions, du capital corporatif, entièrement libérées, souscrites ou non ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, accepter en paiement total ou partiel du numéraire, des obligations, actions ou d'autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la corporation, ou dont l'acquisition paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter ou avancer de l'argent, garantir ses contrats ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, les clients ou les autres personnes en relations d'affaires avec la corporation, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions, obligations et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les émettre ou réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier ou en disposer ;

Accepter en paiement d'aucunes dettes dues à la compagnie du capital, des actions, obligations, débetures d'une ou plusieurs autres corporations, se servir des actions, obligations, débetures, des autres valeurs ou des deniers de la compagnie, pour acheter ou autrement acquérir et souscrire, détenir, transférer ou vendre des actions, obligations, débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, et durant détention de ces actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété en vertu d'icelles, y compris le droit de vote par l'entremise d'un ou plusieurs agents que nommeront les directeurs, distribuer aussi ces actions, obligations, débetures ou autres valeurs, ou aucuns biens de telle autre corporation, en espèces, au moyen de partage de bénéfices, ou repartition du capital parmi les actionnaires ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la corporation croira

pany having objects similar in whole or in part to the objects of this company ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation, and to pay for the same wholly or part in cash or bonds, or in payment or part payment therefor to allot and issue, as fully paid-up and non-assessable, shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any copyrights, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend or advance money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, firm or company, or customers or others having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares, bonds, and securities of any such company, and to sell, hold, issue or re-issue with or without guarantee or otherwise deal with or dispose of the same ;

To accept in payment of any debts due or owing to the company, the stock, shares, bonds, debentures of any other company or companies, to use any of the shares, bonds, debentures, or other securities or funds of the company to purchase or otherwise acquire and to take, hold, transfer or sell the shares, bonds, debentures, or other securities of or in any other company or corporation, and while holding such shares, bonds, debentures, or other securities of any other company or corporation to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the right to vote thereon through such agent or agents as the directors may appoint, and to distribute such shares, bonds, debentures, or other securities, or any assets of such other company in specie, upon a division of profits, or distribution of capital among the shareholders ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the

désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la présente compagnie ou pour aucunes autres fins de nature à profiter à la corporation, directement ou par dérivation ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira indispensables et appropriés aux objets de son commerce, et spécialement aucunes machineries, aucun outillage ou fonds de commerce ;

Développer et exploiter une ou plusieurs forces hydrauliques, générer, produire et accumuler l'énergie électrique et électro-motrice, ou un autre agent analogue générateur d'éclairage, chauffage ou force propulsive, vendre ou autrement disposer d'aucun excédant disponible, le fournir pour fins d'éclairage, de chauffage ou d'énergie à aucune personne ou corporation, aux conditions dont on conviendra ; pourvu que les pouvoirs précédents, lorsqu'exercés hors la propriété de la corporation, soit régis par la réglementation et la législation provinciale et municipale y relative, pourvu aussi que ces pouvoirs soient exercés dans le district de Montréal seulement ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ainsi que d'autres instruments négociables et transférables ;

Vendre, transférer et disposer de l'entreprise corporative, ou d'aucune partie d'icelle, en faveur de personne, société ou compagnie et pour le prix que déterminera le vote des deux-tiers en valeurs des actionnaires ordinaires présents en personne ou par procureur à une assemblée dûment convoquée pour étudier cela, et en particulier pour de l'argent ou pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie (organisée par la présente corporation ou non) dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou partiellement pour de l'argent, partiellement pour telles actions, obligations, débetures ou valeurs ;

Louer, acheter, construire, posséder, entretenir et altérer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou convenant aux objets de la compagnie, prendre aussi aucunes options sur des terrains et bâtisses appartenant à d'autres, se prévaloir ou non de ces options, comme on le jugera à propos ;

Adopter, pour faire connaître les produits de la compagnie, les moyens estimés judicieux, et particulièrement par annonces dans les journaux, par circulaires, catalogues, achat, exposition d'œuvre d'art ou d'intérêt, par publication de revues, par octroi de prix, récompenses et dons ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière que déterminera de temps à autre la majorité en fait de directeurs ;

Avec l'assentiment des actionnaires, rémunérer aucune personne, société ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant ou aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif ou d'aucunes obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou à l'occasion de la formation, promotion, organisation ou constitution de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires ;

Requérir les services de courtiers, agents à commission et souscripteurs à chaque émission d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, pourvoir aussi à la rémun-

company may think it desirable to obtain, and to carry on, exercise and comply with any such arrangements, rights privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade ;

To develop and operate any water power or water powers and to generate, produce and accumulate electric and electro-motive forces, or other similar agency for the production of light, heat or power, to sell or otherwise dispose of any excess not required, and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation on such terms as may be agreed upon ; provided that the foregoing powers when exercised outside the property of the company shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf, and provided also that such powers be exercised only in the district of Montreal ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To sell, transfer, and dispose of the undertaking of the company or any part thereof, to such person firm or company and for such consideration as may be determined by a vote of two-thirds in value of the ordinary shareholders present in person or by proxy, at a meeting duly called for the purpose of considering the same, and in particular, either for cash or for shares, bonds, debentures, or securities of any other company (whether promoted by this company or not) having objects altogether of in part similar to those of the company, or partly for cash or partly for such shares, bonds, debentures, or securities ;

To lease, purchase, construct, own, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to take options on lands and buildings, belonging to others, and to exercise such options or not, as may be deemed expedient ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by catalogues, by purchase, exhibition of works of art, or interest, by publication of and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as a majority in fact of the directors may from time to time determine ;

To remunerate, with the approval of the shareholders, any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds or other securities of the company or in or about the formation, promotion, organisation, or incorporation of the company or the conduct of its business ;

To employ brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to provide for the remuneration of such per-

nération des personnes qui rendront des services d'aucune nature à la compagnie ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents ;

Faire toutes les autres choses qui peuvent être nécessaires à l'accomplissement des objets précités ou d'aucune d'iceux ;

C'est l'intention que les objets et pouvoirs mentionnés ne soient, sauf dans les cas où il est autrement exprimé dans lesdits paragraphes, aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucune autre clause ou d'aucun autre paragraphe de cette charte ou déduction d'iceux, mais les objets et pouvoirs spécifiés dans chaque clause seront considérés comme distincts, sous le nom de "Montreal Hippodrome Company, Limited", avec un fonds social de un million cent mille piastres (\$1,100,000), divisé en onze mille (11,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix septième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

2657—28-2

C.-J. SIMARD.

"American Import, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1919, constituant en corporation : René Chênevert, Léopold Barry, avocats, Thomas Robillard, Percy Gregory, comptables, et Alice Théberge, sténographe, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, vendre, importer, exporter, échanger ou autrement disposer ou faire commerce de toutes les catégories d'effets, denrées, marchandises et produits, agir aussi comme agents des marchands et manufacturiers de ces effets, denrées, marchandises et produits et établir des agences et succursales ;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner de la propriété mobilière ou immobilière, des terrains ou intérêts en iceux, des concessions forestières ou permis de coupes, des mines et droits miniers ; des permis de fouiller des mines, carrières, puits d'huile, produits des carrières, terrains métallifères et aucun intérêt en iceux ; développer, produire, en disposer ou autrement faire valoir aucuns terrains de la compagnie, aucune sorte de produit naturel ou artificiel qui peut en être extrait, et sans restrictions au sens général des termes précités, miner, extraire ou autrement produire des minéraux de toute espèce, les affiner ou autrement leur donner une valeur marchande ; manufacturer et faire des billes de bois de charpente et de construction, du bois de pulpe ou aucun article fait en tout ou en partie de bois ou d'aucun de ses produits ou sous-produits ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le sien, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucuns des biens ou droits de la corporation ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, vendre et autrement aliéner, disposer de et céder des actions du fonds social d'aucune corporation étrangère ou autre ainsi que des bons, débetures, obligations et autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune municipalité ou corpora-

son or any other persons rendering services of any kind to the company ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors, or agents ;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them ;

It is the intention that the objects and powers specified shall, except where otherwise expressed in the said paragraphs, be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or any other paragraph in the charter, but that the objects and power specified in each of the clauses shall be regarded as independent objects and powers, under the name of "Montreal Hippodrome Company, Limited", with a capital stock of one million one hundred thousand dollars (\$1,100,000.00), divided into eleven thousand (11,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,

2658—28-2

Assistant Provincial Secretary.

"American Import, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1919, incorporating : René Chênevert, Léopold Barry, lawyers ; Thomas Robillard, Percy Gregory accountants ; and Alice Théberge stenographer all of Montreal for the following purposes ;

To manufacture, sell, import, export, exchange or otherwise deal with or deal in all kinds of goods, wares, merchandise and products and to act as agents for dealers or manufacturers of any such goods, wares, merchandise and products and to establish agencies and branch stores ;

To purchase, take or lease, or otherwise acquire, to hold, sell or otherwise dispose of property movable or immovable, land or interest therein, timber limits or licenses, mines, minning rights, mining licenses, quarries, oil wells and products of quarries and mineral lands and any interest therein ; to develop, produce, deal with or otherwise turn to account any funds of the company, or any kind of natural or artificial product which may be taken therefrom and without limiting the generality of the aforesaid words to mine, raise or otherwise produce minerals of all kinds and to refine and otherwise and make merchantable or otherwise marketable the same ; to manufacture or produce timber, lumber logs, pulp wood or any article made in whole or in part from wood or any product of by-product thereof ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To subscribe, purchase or otherwise acquire, own, hold, sell and otherwise dispose of and deal with and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise and bonds, debentures, obligations and other securities of any government, municipality or corporation foreign

tion étrangère ou autre et, durant détention, exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de voter en vertu d'icelle ;

Emettre des actions de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, de l'actif, des franchises, options ou des autres droits ou privilèges ;

Organiser ou aider à organiser aucune compagnie ou corporation exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente corporation, ou aux fins d'acquérir l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle ;

Etre, pour d'autres personnes, agents pour le placement de deniers ou l'exercice d'aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Distribuer aucune propriété de la corporation, en espèces, aux actionnaires ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles, pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et spécialement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre corporation ;

Faire société ou aucune convention relatives au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant présentement ou dans l'avenir, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, ou acheter, louer ou autrement acquérir aucun commerce analogue, de nature et d'objets, à aucun des genres d'affaires de la corporation ;

Faire tous actes nécessaires à l'exercice, à l'entreprise et à l'exécution d'aucun des commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou auxquels elle peut se livrer, sous le nom de "American Import, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

2659—28-2

C.-J. SIMARD.

or otherwise land, while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon ;

To issue fully or partly paid up shares of the company, in payment or in part payment of any property, assets, franchises, options or other rights and privileges ;

To promote or to assist in the promotion or any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of this company or for the purpose of acquiring the undertaking of the company or any part thereof ;

To act as agents for others, in the investment of funds, or in the carrying out of any business, which this company is authorized to carry on ;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company, now or hereafter carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction, capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To join with any other company, having objects similar in whole or in part to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character and objects to any of the businesses of the company ;

To do any acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the company is authorized to engage in and carry on, under the name of "American Import, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,

2660—22-2 Assistant Provincial Secretary.

"Lyster Realty Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1919 constituant en corporation : Frank-Breadon Common, avocat, Francis-George Bush, teneur-de-livres, Hubert-William Jackson, Michael-Joseph O'Brien, commis, et Alexander-Gordon Yeoman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

a. Faire affaires comme agents d'immeubles et courtiers en biens-fonds, y compris les terrains, bâtisses ainsi que les améliorations qui s'y trouvent ;

b. Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des terrains, bâtisses ainsi que d'autres propriétés mobilières ou immobilières ou aucun intérêt en icelles, et généralement faire commerce et trafiquer de cette propriété d'aucune manière quelconque ;

"Lyster Realty Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1919, incorporating Frank-Breadon, Common, advocate, Francis-George Bush, book-keeper, Herbert-William Jackson, Michael-Joseph O'Brien, clerks, and Alexander-Gordon Yeoman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

a. To carry on business as real estate agents and dealers in real estate, including lands, buildings and improvements thereon ;

b. To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable or immoveable or any interest therein, and generally to deal and traffic in such property in any manner whatsoever ;

c. Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être exercé conjointement avec son genre d'affaires ou aucun des objets de la corporation, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

d. Payer aucune propriété ou les droits acquis par la compagnie en numéraire, en actions entièrement libérées ou avec aucunes valeurs que la corporation peut émettre, ou partie d'une manière et partie de l'une ou des autres manières, et généralement, suivant les termes et conditions que la compagnie déterminera;

e. Conclure aucuns arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucun gouvernement, pouvoir municipal ou local, ou avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation; garantir aussi les contrats avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, ou aucune personne ou compagnie qui entreprendra de bâtir ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie a des intérêts;

f. Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété et de l'actif de la compagnie pour le prix, aux termes et conditions que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures et valeurs d'aucune autre compagnie;

g. Distribuer aux actionnaires, en espèces, au moyen de dividendes ou boni ou d'aucune autre manière jugée judicieuse, aucune propriété de la corporation, ou le produit de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la compagnie;

h. Exercer aucun des commerces, faire tous les actes et choses précitées soit comme principaux, agents ou par l'entremise de fiduciaires, mandataires ou autres et soit seuls soit conjointement avec une ou plusieurs autres personnes;

i. Faire toutes et chacune des choses indispensables, convenant ou appropriées à aucune des fins ou tendant à la réalisation d'un ou plusieurs d'entre les objets susmentionnés;

j. L'intention est que les objets portés aux paragraphes a, b, et c des présentes seront indépendants et aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent à l'accomplissement des objets de la compagnie, sous le nom de "Lyster Realty Company, Limited", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

2661—28-2

C.-J. SIMARD.

c. To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or any of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

d. To pay for any property or rights acquired by the company either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue or partly in one mode and partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine;

e. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of, either with or without security, or to lend money to, or otherwise assist any such person or company or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested;

f. To sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property and assets of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures and securities of any other company;

g. To distribute among the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company;

h. To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

i. To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated;

j. The intention is that the objects specified in paragraphs a, b, and c hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company;

And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Lyster Realty Company, Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,

C.-J. SIMARD.

2662—28-2

"La Reine Lumber Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de juin 1919, constituant en corporation : Roch Julien, marchand de bois, Alexandre Faguy, comptable, de la cité de Québec, Wilfrid Laliberté, Philippe Laliberté et Alfred Laliberté, tous trois industriels, de Saint-Rémi, dans le comté de Portneuf, dans les buts suivants :

Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise exploitée par Wilfrid Laliberté et Philippe Laliberté, industriels, de Saint-Rémi, comté de Portneuf, en société sous le nom de "Wilfrid Laliberté & Frère", et dans cette vue conclure et exécuter des conventions avec eux, pour acquérir en tout ou en partie, en une ou plusieurs fois, les biens mobiliers et immobiliers leur appartenant et engagé dans leur dit commerce et leur dite entreprise, y compris un moulin à scie, situé dans le village de "La Reine", canton Desmeloizes, les machines, outils et machineries, matériel de forge, stock, marchandises, livres, contrats, droits mobiliers et immobiliers, bois manufacturé ou non, valeurs, créances, baux, privilèges et licences et dettes actives ; se charger des obligations et dettes passives dudit commerce, et de ladite entreprise ; et payer le tout soit en actions libérées de la compagnie, soit en argent, soit partie en actions et partie autrement ; le tout de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait cette acquisition, soit de plein droit subrogée dans tous les droits desdits "Wilfrid Laliberté & Frère", pour le recouvrement des créances et pour toutes fins concernant lesdits biens et ledit commerce, sans qu'il soit besoin de transport, de spécification ni d'enregistrement ;

Acquérir, acheter, louer et exploiter des terres et des limites à bois, concessions et privilèges de coupe de bois, et autres droits de même genre, des terrains d'estacades, des droits de flottage, des forces hydrauliques, et tous droits et privilèges utiles au commerce et à l'exploitation du bois, à son flottage et à son transport ;

Acquérir, posséder, construire et exploiter des moulins et machineries, usines génératrices, manufactures, engins, et toute installation et tout matériel pour abattre, couper, transporter, manœuvrer, manufacturer le bois, et tous les produits du bois et autres matières premières pouvant s'y rattacher ; des magasins, boutiques, cours, maisons de pension, habitations, camps et constructions de toutes sortes ; des bateaux à vapeur, chalands, barges, embarcations et navires de toutes descriptions, ainsi que quais, estacades fixes, estacades flottantes, et toutes constructions pouvant servir au trafic ; des réservoirs, jetées, barrages, ponts, canaux, chemins et tout ouvrage pouvant servir au commerce du bois ; des usines, des machineries et des installations pour la production, la distribution et l'utilisation de toutes espèces de forces, y compris les forces hydrauliques et électriques, pour des fins de chauffage, d'éclairage ou tout autre but, pourvu que ces dernières exploitations ne puissent se faire, en dehors des propriétés de la compagnie, que sujettes à la loi et aux règlements municipaux, et pourvu que l'exploitation de la lumière électrique ne soit faite que dans le comté de Pontiac ;

Acquérir, construire, équiper et exploiter des moulins pour la manufacture et la production de la pulpe sous toutes ses formes, et de tous les produits s'y rattachant ; acquérir et améliorer des cours d'eau, et y construire les estacades et les barrages utiles à l'entreprise ;

"La Reine Lumber Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1919, incorporating : Roch Julien, lumber merchant, Alexandre Faguy, accountant, of the city of Quebec, Wilfrid Laliberté, Philippe Laliberté, and Alfred Laliberté all three manufacturers, of Saint-Rémi, in the county of Portneuf, for the following purposes :

To acquire and continue the business carried on and undertaking operated by Wilfrid Laliberté and Philippe Laliberté, manufacturers, of Saint-Rémi, county of Portneuf, in partnership under the name of "Wilfrid Laliberté & Frère", and to that effect to enter into and carry out agreements with them for the acquisition in whole or in part, at one or several times, the moveable and immoveable property belonging to them and engaged in their said business and undertaking, including a saw-mill situated in the village of La Reine, township of Desmeloizes, the machinery, tools and equipment, blacksmith's shop materials, stock, goods, books, contracts, moveable and immoveable rights, manufactured or unmanufactured wood, securities, claims, leases, privileges and licenses, and credits ; to take over the obligations and liabilities of said business and said undertaking ; and to pay for the whole of the above either in paid up shares of the company or in cash or partly in shares or partly otherwise ; the whole in such a way that the company as soon as it shall have completed this acquisition shall be fully subrogated in all the rights of said "Wilfrid Laliberté & Frère" for the recovery of their claims and for all other purposes connected with the said property and said business without the need of transfer, specification or registration ;

To acquire, buy, lease and exploit timber lands and timber limits, concessions and privileges for cutting timber and other rights of a like nature, lands for booms, floating rights, hydraulic powers, and other rights and privileges useful to the lumber business and exploitation, the floating and transportation of lumber ;

To acquire, own, construct and operate mills and machinery, power houses, manufactories, engines and every equipment and material for filling, cutting, transporting, handling, manufacturing of wood and all wood products and other raw materials connected therewith, stores, shops, yards, boarding house and dwelling houses, camps and structures of every description, wharves, fixed booms, floating booms, and any constructions capable of being used for transportation ; reservoirs, piers, dams, bridges, canals, roads and all other works capable of being used in the lumber business ; plants, machinery and equipment for the production, distribution and utilization of all kinds of power, including hydraulic and electric power for lighting, heating and any other purposes, provided the two last exploitations be not carried on beyond the property of the company except on being subject to municipal laws and regulations, and provided also the exploitation of electric light be carried on only in the county of Pontiac ;

To acquire, construct, equip and operate mills for the manufacture and production of pulp under all forms and all products connected therewith ; to acquire and improve water courses and construct booms and dams incidental to the undertaking ;

Exercer d'une manière générale le commerce et l'industrie de la coupe et de la manufacture du bois ainsi que tous les commerces et toutes les entreprises pouvant s'y rattacher ;

Acquérir, posséder et exploiter des mines et carrières, et faire d'une manière générale le commerce des matières qui en sont extraites, et de leurs produits manufacturés ;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs-général pour la construction de travaux publics et privés de toutes sortes ;

Faire un commerce général de denrées, marchandises, provisions et autres effets et articles, en gros et en détail ;

Acquérir, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des biens mobiliers et des propriétés immobilières utiles à son entreprise, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement ; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de créances ;

Acquérir, en tout ou en partie, le commerce, les biens et les obligations de toutes personnes ou corporations faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, ou possédant des biens utiles à la compagnie ;

Faire des conventions, et conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque de droits, avec toutes personnes ou compagnies engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie, ou s'y rattachant ;

Vendre l'entreprise et le commerce de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération qu'elle jugera à propos, en particulier pour des actions, obligations ou valeurs d'une autre compagnie ;

Liquider volontairement les affaires et les biens de la compagnie, ou une partie de ses affaires, au temps et de la manière qui pourront être fixés par résolution adoptée par les actionnaires ;

Emettre des bons, obligations et débetures et les donner en garantie ou en paiement, ou les vendre pour les prix jugés convenables ;

Hypothéquer, nantir ou mettre en gage ses biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, en tout ou en partie, pour garantir le paiement de ses obligations, bons ou débetures ;

Emettre, attribuer et livrer à toutes personnes, sociétés ou compagnies, des actions acquittées, en paiement de service rendus, d'effets, marchandises propriétés, ou valeurs acquises, et de sommes dues

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce, à l'exploitation de ses industries et à la réalisation de ses objets, et exercer tout industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus, sous le nom de "La Reine Lumber Company, Limited", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres, (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires, sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
2593—27-2 C.-J. SIMARD.

"Luna Park, Limited".

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour

To carry on generally the trade and business of the cutting and manufacturing of wood and all businesses and undertakings incidental thereto ;

To acquire, own and operate mines and quarries and generally deal in all products extracted therefrom and the products manufactured there-with ;

To carry on the trade and business of general contractors for the construction of public and private works of all kinds ;

To carry on a general business in goods, wares, provisions and other wares and articles, wholesale and retail ;

To acquire, own, exploit, lease, exchange, sell and alienate moveable property and immoveable property suitable for its undertaking or for recovering claims, or for facilitating and assuring the recovery thereof ; to accept and receive immoveables and hypothecs in payment or as security for claims ;

To acquire, in whole or in part the business, property and liabilities of any persons or corporations carrying on a similar business to that of the company or holding property useful to the company ;

To enter into agreements and make arrangements for the sharing of profits, union of interests and undertakings, reciprocal concession of rights, with any persons or companies engaged or about to engage in any business or industry that the present company is authorized to carry on, or in any undertaking useful for the attainment of the objects of the present company, or connected therewith ;

To sell the undertaking and business of the company, in whole or in part, for the consideration that it may deem fit, and particularly for the shares, bonds or securities of any other company ;

To voluntarily liquidate the business and assets of the company, or a part of its business, at such time and in the manner that may be fixed by resolution adopted by the shareholders ;

To issue bonds, debentures and obligations and give same in payment or security, or sell them for the amounts deemed fit ;

To hypothecate, pledge or give as security its moveable and immoveable property, present or future, in whole or in part, to guarantee the payment of its bonds, debentures or obligations ;

To issue, attribute and deliver to any persons, firms or companies, paid up shares in payment for services rendered, goods, merchandise, property or securities acquired and amounts due ;

To do all and everything relating to the undertaking of the company, the exercise of its business, the operation of its industries and the realization of its objects, and carry on any industry and any business susceptible of being jointly carried on with those hereinabove mentioned, under the name of "La Reine Lumber Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Québec, district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,
2594—27-2 Assistant Provincial Secretary.

"Luna Park, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day

de juin 1919 constituant en corporation : Daniel-Eugène Le Cavalier, médecin, Paul Burdotti, agent, James Parsons, bourgeois, J.-Théo. Legault, notaire, Thomas Butler, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Construire, bâtir et autrement acquérir, posséder, exploiter, aménager, entretenir et administrer des parcs d'amusement, des jardins d'été et d'hiver, des arenas ainsi que toutes les autres bâtisses indispensables ou nécessaires ;

Tenir, gérer, organiser, aménager, louer, exploiter et promouvoir des tournois de hockey, de patinage sur la glace et à roulettes, des masquerades, des jeux et amusements d'été et d'hiver, des exhibitions de chevaux et d'animaux, de volaille, de fleurs, d'automobiles, de voitures, des cirques et autres, des concerts de fanfare, des opéras, du vaudeville, des jardins d'été, des écoles d'équitation, des commodités publiques pour le canotage et le bain, des conventions, bazars, expositions, représentations dramatiques, des conférences, assemblées publiques, concours de boxe ou de lutte, et en général tous les autres amusements publics jugés convenables, offrir aussi, accorder ou contribuer au paiement de prix et récompenses, pour aucun des objets précités ;

Céder à bail ou louer une ou plusieurs bâtisses à aucune personne, société ou corporation, pour aucune des fins susmentionnées, aménager et tenir des remises dans lesdites bâtisses ;

Vendre, louer ou autrement disposer d'une ou plusieurs concessions, de privilèges, en faveur d'aucune personne, société ou corporation, et dont on pourra disposer en rapport avec aucun de ses pouvoirs, de ses affaires ou de son commerce, le tout aux termes, conditions et pour le prix que les directeurs détermineront ;

Payer aucune propriété foncière ou personnelle, les droits, permis, privilèges, l'achalandage ou les franchises nécessaires, au commerce de la compagnie ; en actions ou obligations de la corporation, entièrement libérées et non sujettes à appel ;

Tenir et exercer généralement un commerce d'aubergistes, pourvoyeurs et propriétaires de restaurants, et particulièrement le tenir et l'exercer pour l'avantage de toutes les personnes qui fréquentent les établissements de la compagnie ou en font usage ;

Acheter et détenir des actions dans aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le sien, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables ;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession ou chose analogue, d'aucune personne, société, association ou corporation, et les payer en tout ou en partie en argent ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel émettre et répartir des actions du capital corporatif, entièrement libérées et non-sujettes à appel, souscrites ou non ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, de l'actif, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie et en recevoir paiement intégral ou partiel en numéraire, débentures, actions ou autres valeurs dans aucune autre corporation ou compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteur, brevets, licences, concessions et choses semblables qui confèrent aucun droit

of June, 1919, incorporating Daniel-Eugène LeCavalier, physician, Paul Burdotti, agent, James Parsons, gentleman, J.-Théo. Legault, notary, Thomas Butler, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To construct, erect and otherwise acquire, own, operate, equip, maintain and manage amusement parks, summer and winter gardens, arenas, and all building or buildings needful or necessary in connection therewith ;

To carry on, conduct, hold, equip, lease, operate and promote hockey matches, skating, rolling-skating, masquerades, and summer and winter sports and amusements, and all horse and live stock, poultry, flower, automobile, carriage, circus and other shows, and all band concerts, opera, vaudeville, summer gardens, riding academies, public boating and bathing facilities, conventions, bazaars, exhibitions, theatrical performances, lectures, public meetings, boxing or wrestling competitions, and all other entertainments for the public generally as may be deemed advisable, and to offer, grant or contribute toward the payment of prizes and awards for any of the purposes aforesaid ;

To lease or rent the building or buildings to any person, firm or corporation for any of the above purposes and to equip and operate garages in said buildings ;

To sell, rent or otherwise dispose of any concession or concessions or privileges to any person, firm or corporation that may be capable of being disposed of in connection with any of its powers, operation or business, the whole under such terms and conditions and for such price as in the discretion of the directors may seem advisable ;

To pay for any property, real or personal, rights, permits, privileges, goodwill or franchises necessary for the business of the company in fully paid up and non-assessable shares or bonds of the company ;

To conduct and carry on generally the business of hotel-keepers, caterers and restaurant proprietors and in particular to conduct and carry on the same for the benefit of all persons frequenting or using the company's premises ;

To purchase and hold shares in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire all or any part of the goodwill, rights, property and assets, including any option, concession or the like, of any individual, firm, association or corporation and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds, or in payment or part payment to allot and issue as fully paid up and non-assessable shares of the capital of the company whether subscribed for or not ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights, assets, undertaking or goodwill of the company and to accept payment of the same, wholly or in part, in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any copyrights, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive

limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera propre directement ou indirectement à profiter à la corporation, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, les clients et autres en relations d'affaires avec la corporation, souscrire ou autrement acquérir des actions, obligations et valeurs d'aucune telle compagnie, les donner en gage, vendre, détenir, émettre ou rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ou en disposer ;

Accepter en paiement d'aucunes dettes dues à la compagnie le capital, les actions, obligations, débiteures d'une ou plusieurs autres compagnies, et employer les actions, obligations, débiteures, ou les autres valeurs, ou l'argent de la corporation à acheter ou autrement acquérir, et souscrire, détenir, céder ou vendre les actions, obligations, débiteures et les autres valeurs d'aucune autre corporation ou compagnie, et, durant détention de ces actions, obligations, débiteures et autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété s'y rattachant, y compris le droit de vote en vertu d'icelles par l'entremise des agents nommés par les directeurs, et distribuer ces actions, obligations, débiteures ou autres valeurs, ou aucuns biens de cette compagnie, en espèces, sur partage des bénéfices ou répartition du capital entre les actionnaires ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et de passif de la présente corporation, ou pour aucunes autres fins qui paraîtront propres directement ou indirectement à profiter à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucuns biens personnels, droits ou privilèges que la compagnie croira indispensables ou appropriés aux objets de son commerce, et en particulier aucunes machines, l'outillage ou le fonds de commerce ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et d'autres instruments négociables et transférables ;

Louer, acheter, construire, posséder, entretenir et altérer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou convenant aux fins de la compagnie, prendre aussi des options sur des terrains et bâtisses appartenant à d'autres, se prévaloir ou non de ces options, à discrétion ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens jugés judicieux, spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires

or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure or reciprocal concession, or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend or advance money to guarantee the contracts of, or otherwise assist, such person, firm or company or customers and others having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares, bonds and securities of any such company and to pledge, sell, hold, issue or re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with or dispose of the same ;

To accept in payment of any debts due or owing to the company the stock, shares, bonds, debentures, or any other company or companies and, to use any of the shares, bonds, debentures or other securities or funds of the company to purchase or otherwise acquire, and to take, hold, transfer or sell the shares, bonds, debentures and other securities of any other company or corporation, and, while holding such shares, bonds, debentures and other securities of any other company or corporation, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the right to vote thereon through such agent or agents as the directors may appoint, and to distribute such shares, bonds, debentures or other securities, or any assets of such other company in specie upon a division of profits or distribution of capital among the shareholders ;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease, or exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and, in particular, any machinery, plant or stock in trade ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To lease, purchase, construct, own, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company and to take options on lands and buildings belonging to others and to exercise such options or not as may be deemed expedient ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and, in particular, by advertising in the press,

et catalogues, par achat et expositions d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et revues, par octroi de prix, récompenses et dons ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière déterminée par une majorité des directeurs ;

Rémunérer aucune personne, société ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, d'aucunes obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou à l'occasion de la formation, avancement, organisation ou constitution de la compagnie ou de la gestion de ses affaires ;

Employer des courtiers, agents à commission et souscripteurs à chaque émission d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, pourvoir à la rémunération de ces personnes ou d'autres personnes qui auront à la corporation des services d'aucune nature ;

Faire toutes ou aucune des choses qu'autorisent les présentes soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents, sous le nom de "Luna Park, Limited", avec un fonds social de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) parts de cent mille piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
2595—27-2 C.-J. SIMARD.

by circulars, by catalogues, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, awards and donations ;

To invest and deal with the money of the company not immediately required as a majority in fact of the directors may from time to time determine ;

To remunerate any person or firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds or other securities of the company or in or about the formation, promotion, organization or incorporation of the company or the conduct of its business ;

To employ brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to provide for the remuneration of such person or any other persons rendering service of any kind to the company ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors, or agents, under the name of "Luna Park, Limited", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,
2596—27-2 C.-J. SIMARD.

"Ferron & Compagnie, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1919, constituant en corporation Napoléon Ferron, médecin, de la paroisse de Saint-Barnabé, François-Xavier Lambert, cultivateur, Charles-Horace Flamand, commerçant, Augustin Rivard, collecteur, et Lucien Ferron, commis-épicer, ces quatre derniers de la ville de Shawinigan-Falls, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, disposer, importer, exporter de la marchandise en épicerie, denrées de toutes sortes, et généralement tous articles et produits pour fins domestiques ;

Faire le commerce dans tous autres genres ou spécialités ;

Acheter le fonds de commerce d'autres personnes ou compagnies exploitant la ou les mêmes lignes de commerce et les payer soit par argent ou par parts acquittées du capital de cette compagnie ;

Payer toutes dettes de cette compagnie en deniers comptants, actions débetures ou autrement ;

Acquérir tous immeubles dont la dite compagnie peut avoir besoin ou qu'elle jugera à propos ou nécessaire pour les fins de son commerce ;

Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets, permis, et autres choses semblables ou analogues, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité. Se servir de tout secret ou autres renseignements concernant toute invention qui sera jugée propre aux fins et dans l'intérêt de la compagnie, et utiliser, exercer, développer, permettre l'usage ou autrement faire valoir la propriété des brevets, droits ou renseignements ainsi acquis ;

"Ferron & Compagnie, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1919, incorporating : Napoléon Ferron, physician, of the parish of Saint-Barnabé, François-Xavier Lambert, farmer, Charles Horace Flamand, trader, Augustin Rivard, collector, and Lucien Ferron, grocery clerk, these last four of the town of Shawinigan Falls, for the following purposes :

To buy, sell, dispose of, import, export groceries and goods of every kind and generally all articles and products for domestic purposes ;

To carry on any other business all branches thereof ;

To buy the stock in trade of other persons or companies dealing in the same line or lines of business and to pay for the above either in cash or in paid up shares of the capital of the company ;

To pay any debts of this company in cash, shares, debentures or otherwise ;

To acquire any immoveables which the company may require or which it may think suitable or necessary for its business purposes ;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, licenses and the like conferring an exclusive, non-exclusive or limited right. To use any secret or other information as to any invention which may be deemed fit for the purposes and in the interest of the company ; to utilize, exercise develop, grant the use of or otherwise turn to account the property of the patents rights or informations thus acquired ;

Vendre ou disposer des biens de ladite compagnie ou de toute partie d'iceux pour la compensation ou le prix que la compagnie jugera convenable, et, en particulier, pour des actions, débiteures ou valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Détenir et payer des actions, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débiteures d'une ou de plusieurs compagnies légalement constituées en corporation ;

Vendre, céder et aliéner avec le consentement des deux tiers en valeur du capital payé de ladite compagnie, ses franchises, et quelques-uns ou la totalité de ses droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par cette compagnie ainsi que son fonds de commerce ou actif ou partie d'eux, à toutes personnes ou compagnies légalement constituées, pour le prix, considération, termes, clauses et conditions qu'elle trouvera convenables et, particulièrement, pour des actions, des bons, obligations ou autres valeurs de telles personnes ou compagnies ;

Rémunérer avec l'approbation des actionnaires de cette compagnie au moyen de deniers comptants ou d'actions acquittées de cette dernière, toutes personnes ou corporations pour services rendus ou qui seront rendus pour placer ou aider à placer des actions de cette compagnie ou négocier des débiteures d'icelle ou relativement à la formation de cette compagnie ou à son avancement et à la direction de ses affaires ;

Faire toutes transactions et tous actes et exercer tous pouvoirs et attributions, quoique non prévus en ces présentes, tendant à promouvoir les intérêts de cette compagnie et les favorisant directement ou indirectement, sous le nom de "Ferron & Compagnie, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Shawinigan-Falls, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
2599—27-2 C.-J. SIMARD.

To sell or dispose of the property of said company or any part thereof for such consideration or price as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other companies the objects of which are altogether or partly similar to those of this company ;

To hold and pay for shares, become a shareholder, hold or buy debentures in one or several companies duly incorporated ;

To sell, transfer and alienate with the approval of two-thirds in value of the paid up capital stock of said company, its franchises and any of the whole of its rights, privileges and powers conferred to be held by this company, together with its stock in trade or assets or any part thereof, to any persons or companies duly incorporated, for such price, consideration, terms, clauses and conditions it may think fit and particularly for shares, bonds, debentures or other securities of such persons or companies ;

To remunerate with the approval of shareholders of this company by way of cash or paid up shares of the company, any persons or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place shares of this company or in negotiating the sale of its debentures or in or about the formation of this company or in its promotion and in the conduct of its business ;

To carry on any transactions, and do all acts and exercise all powers and attributions, although not specified herein, conducive to the promotion of its interests and directly or indirectly beneficial to the company, under the name of "Ferron & Compagnie, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,
2600—27-2 Assistant Provincial Secretary.

"Le Prêt Municipal, limitée, The Municipal Loan, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1919, constituant en corporation : J.-Amédée Fournier, courtier, Honorius Picard, facteur, et Albert Dubeau, agent, de Québec, Edouard Fournier, marchand, de Saint-Philémon, Joseph Tanguay, journalier, de Saint-Valier, dans les buts suivants :

Tenir une agence générale d'affaires financières et de courtages sous toutes les formes, souscrire, acheter, vendre, échanger, détenir ou autrement commercer toutes actions, obligations, débiteures et autres sécurités émises ou garanties par tout corps incorporé ou non incorporé ;

Agir comme agent et courtier ou représentant pour le placement, prêt, paiement, transmission, perception d'argents, le transfert et l'enregistrement d'actions, débiteures ou autres sécurités et accepter, exécuter, remplir toute mission confiée à la compagnie par toute personne, corporation ou cour de loi et prendre, tenir, transférer, transporter toute propriété mobilière et immobilière, biens, droits et privilèges qui pourraient être ac-

"Le Prêt Municipal, limitée, The Municipal Loan, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1919, incorporating M.M. J.-Amédée Fournier, broker ; Honorius Picard, postman, and Albert Dubeau, agent, of Quebec ; Edouard Fournier, merchant, of Saint-Philémon ; Joseph Tanguay, laborer, of Saint-Valier, for the following purposes :

To carry on a general financial and brokerage business under every form, subscribe for, purchase, sell, exchange, hold or otherwise deal in any shares, bonds, debentures and other securities issued or guaranteed by any incorporated or non incorporated body ;

To act as agent and broker or representative for the investment, loan, payment, transmission, collection of money, transfer and registration of shares, debentures or other securities, and accept, execute, fulfil any mission confided to the company by any person, corporation or court of law, and take, hold, transfer, convey any moveable and immoveable property, assets, rights and privileges that may be granted, transferred or

cordés, transférés ou confiés à la compagnie avec son assentiment sur tel dépôt ;

Promouvoir, organiser, administrer et développer les affaires ou assister dans la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement des affaires de toute personne, corporation, compagnie, syndicat ou entreprise, et recevoir telle rémunération qui seront jugées convenables ;

Appliquer les fonds de la compagnie à l'achat des parts, stocks, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, tels biens meubles et immeubles, droits, privilèges ou entreprises que la compagnie trouvera nécessaire ou avantageux d'acquérir, construire et ériger des bâtisses, les louer, hypothéquer, donner en garantie, vendre ou autrement en disposer du tout ou d'aucune partie de telle acquisition ;

Acquérir comme affaire active l'achalandage, la clientèle et le commerce de placement, courtage et affaire financière, exercé à Québec par J.-A. Fournier avec tout l'actif se rapportant à ce commerce ;

Entrer en union ou en arrangement avec toute personne, maison, association, syndicat ou corporation, engager ou sur le point de s'engager ou faire toute affaire ou transaction en tout ou en partie semblable à ceux que la compagnie est autorisée d'exercer ;

Payer pour toute propriété, biens, droits, commerce, valeurs ou privilèges vendus à la compagnie ou pour services rendus ou à rendre à cette dernière pour partie de paiement ou pour le tout avec des actions ou débiteures entièrement acquittées de la compagnie ou tout autre mode de paiement ;

Contracter ou garantir des emprunts sur le crédit de la compagnie ou en rapport avec ces opérations au moyen d'émissions, d'obligations, débiteures, billets, hypothèques ou autre garantie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie les actions, débiteures ou sécurités dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aura le pouvoir d'en disposer ;

Les pouvoirs contenus dans cette requête, pourront être exercés par le bureau de direction d'après les termes et conditions et par les moyens qu'ils jugeront préférables sans autre autorisation ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs ainsi que toute affaire incidente pour bien accomplir ou atteindre les buts pour lesquels cette compagnie a été incorporée, sous le nom de "Le Prêt Municipal, limitée, The Municipal Loan, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
2601-27-2 C.-J. SIMARD.

confided to the company with its assent to such trust ;

To promote, organize, manage and develop the business or aid in the promotion, organization, management or development of the business of any person, corporation, company, syndicate or undertaking, and receive such remuneration as may be deemed fit ;

To apply the funds of the company for the purchase of the shares, stock, bonds or other securities of any other company or corporation ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, hold such moveable and immoveable property, rights, privileges or undertakings that the company may find necessary or advantageous to acquire, to construct and erect buildings, lease, hypothecate, give as security, sell or otherwise dispose of the whole or any part of such acquisition ;

To acquire as a going concern the goodwill, clients and investment, brokerage and financial business carried on at Quebec by J.-A. Fournier with all the assets connected with such business ;

To unite or make arrangements with any person, firm, association, syndicate or corporation engaged in or about to engage in or do any business or transaction in whole or in part similar to that which the company is about to carry on ;

To pay for any property, goods, rights, business, securities or privileges sold to the company or for services rendered or to be rendered to the latter partly or wholly with fully paid up shares or debentures of the company or any other mode of payment ;

To contract or guarantee loans on the credit of the company or in connection with its operations by means of the issue of bonds, debentures, notes, mortgages or other securities ;

To distribute among the shareholders of the company the shares, debentures or securities of other companies belonging to the company or of which the company may have the power to dispose ;

The powers contained in this petition may be exercised by the board of directors in accordance with the terms and conditions and by the means they may deem preferable without other authorization ;

To carry on all the acts and exercise all the powers and anything incidental to properly accomplish or attain the purposes for which the company was incorporated, under the name of "Le Prêt Municipal, limitée, The Municipal Loan, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June, 1919.

C.-J. SIMARD,
2602-27-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Stukely Telephone Company Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1919, constituant en corporation : Jules Norbert Boucher, prêtre, curé, du canton d'Ely, district de Bedford, de Donal Paquet, cultivateur, aussi du canton d'Ely, district de Bedford, de

"The Stukely Telephone Company Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1919, incorporating M.M. Jules-Norbert Boucher, priest, curé, of the township of Ely, district of Bedford ; Donal Paquet, farmer, also of the township of Ely, dis-

John-Patrick Murphy, cultivateur, et de Julien Joseph Boucher, rentier, tous deux aussi du canton d'Ely, district de Bedford, de Joseph-Valmore D'Artois, avocat, de la ville de Richmond, district de Saint-François dans les buts suivants :

Acquérir, louer, maintenir, établir, faire établir, exploiter, des forces hydrauliques ou autres et tous droits s'y rapportant et faire toutes les constructions et tous les louages nécessaires à leur développement dans les districts de Bedford et Saint-François ;

Bâtir, construire, maintenir, exploiter des usines hydrauliques, à gaz, électriques et à toute autre source de chaleur, de lumière et de force, maintenant connu ou qui sera découverte par la suite dans les districts de Bedford et Saint-François ;

Construire, exploiter, développer une ligne de téléphone à circuit métallique sur les différentes routes publiques des cantons de Stukely Nord, de Stukely Sud et de Shefford, dans le comté de Shefford, dans la province de Québec et y solliciter des abonnements et en percevoir tous les revenus ;

Passer tous contrats légaux, jugés nécessaires et utiles aux fins susdites ;

Conclure des engagements ou ententes au sujet de l'échange téléphonique ou louage de ligne avec toutes autres compagnies aux termes jugés convenables ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des droits de passage et de posage de lignes de téléphone sur la propriété privée ;

Acquérir par achat, bail ou autrement toute propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire ou utile à l'exploitation de ladite ligne téléphonique ;

Se joindre avec toute autre compagnie dont les fins sont semblables à celles de la présente compagnie et vendre ou autrement disposer de l'entreprise ou d'une partie d'icelle pour la compensation que la compagnie jugera bonne ;

Conclure des engagements au sujet du partage des profits ou de la fusion des intérêts avec toute personne ou corporation exerçant ou engagée dans une industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou à conduire ;

Faire des prêts et des emprunts d'argent selon les conditions requises par la loi des compagnies de Québec ;

Faire, accepter, endosser et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des débiteures ou tout autre document négociable ;

Souscrire et prendre des actions ou des parts dans toute autre compagnie développée par la présente compagnie ou toute autre encore dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ;

Émettre et répartir comme actions acquittées des parts du capital-actions de la compagnie en compensation d'effets, droits intérêts ou toute autre propriété achetée ou acquise pour travaux faits, garanties données ou promises ou pour services rendus ou qui seront rendus dans l'intérêt de la compagnie y compris les services rendus ou qui seront rendus par les promoteurs de la compagnie ;

La compagnie exploitera ladite ligne téléphonique dans la province de Québec, sous le nom de : "The Stukely Telephone Company Limited", avec un capital social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Marie d'Ely, dans le district de Bedford.

John-Patrick Murphy, farmer; Julien-Joseph Boucher, annuitant, both also of the township of Ely, district of Bedford, and Joseph Valmore D'Artois, advocate, of the town of Richmond, district of Saint-François, for the following purposes :

To acquire, lease, maintain, establish, cause to be established, exploit water powers or other and any rights connected therewith, and construct and lease anything necessary for their development in the districts of Bedford and Saint-François ;

To build, construct, maintain, exploit hydraulic, gas and electric power houses and any other source of light, heat and power now known or that may hereafter be discovered, in the districts of Bedford and Saint-François ;

To construct, exploit, develop a wire transmission telephone line on the various public roads of the townships of North Stukely, South Stukely and Shefford, in the county of Shefford, in the province of Quebec, and there solicit subscriptions and collect any revenue ;

To make any lawful contracts deemed necessary and useful for the aforesaid purposes ;

To enter into agreements or arrangements respecting telephone exchange or lease of line with any other companies upon the terms deemed advisable ;

To acquire by purchase, lease or otherwise rights of way and installing of telephone lines on private property ;

To acquire by purchase, lease or otherwise any moveable or immoveable property deemed necessary or useful for the operation of the said telephone line ;

To unite with any other company whose purposes are similar to those of this company, and sell or otherwise dispose of the undertaking or a part thereof for the compensation that the company may deem fit ;

To make arrangements respecting the sharing of profits or the union of interests with any person or corporation carrying on or engaged in any industry or transaction that the present company is authorized to exercise or carry on ;

To loan and borrow money in accordance with the conditions required by the Quebec Companies' Act ;

To make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, debentures or any other negotiable document ;

To subscribe for and take shares or stock in any other company developed by the present company or any other whose objects are similar to those of this company ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in compensation for goods, rights, interests or any other property purchased or acquired, for work done, guarantees given or promised or for services rendered or that may be rendered in the interest of the company including the services rendered or to be rendered by the promoter of the company ;

The company will operate the said telephone line in the Province of Quebec, under the name of "The Stukely Telephone Company, Limited", with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte-Marie-d'Ely, in the district of Bedford.

18 JUL 1919

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce treizième jour de février 1919.

Le sous secrétaire de la province,
2627-27-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this thirteenth day of February, 1919.

C.-J. SIMARD,
2628-27-2 Assistant Provincial Secretary.

"Metcalf, limitée"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de juin 1919, constituant en corporation : Georges Mayrand, J.-Hervé Savaria, notaires, Joseph Beaulac, constructeur, Telesphore-Alfred Primeau, courtier, et Paul-Germain Martin, financier, tous demeurant en la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles en général et tout ce qui s'y rattache subsidiairement ; acquérir par achat, payer pour iceux en argent, en actions acquittées, obligations et autres valeurs de la compagnie, et en disposer de la manière qui sera la plus avantageuse à la compagnie ; construire et ériger des maisons d'habitation et autres sur lesdits immeubles ; faire toutes transactions immobilières ou mobilières comme partie principale ou comme agent ;

Faire des prêts d'argent aux constructeurs de maison ou acquéreurs ou aux locataires d'immeubles, et prendre en garantie de ces prêts d'argent, des hypothèques des actions de compagnie, des obligations ou autres valeurs ;

Employer en tout ou partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou faire l'acquisition de l'actif, de l'achalandage, des sociétés ou personnes exerçant un négoce quelconque, de payer le prix de ces achats en argent ou en actions acquittées de la compagnie ;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, débiteures, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que tels bons, débiteures, obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre que celle de cent dollars ;

Hypothéquer ou donner en garantie des immeubles, ou donner en garantie des biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, débiteures, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

Donner par l'entremise des officiers de la compagnie dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons, débiteures ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons, débiteures ou obligations ainsi garantis ;

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses ou propres à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "Metcalf, limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-et-unième jour de juin 1919.

Le sous-secrétaire de la province suppléant,
2625-27-2 ALEX. DESMEULES.

"Metcalf, limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of June, 1919, incorporating : Georges Mayrand, J.-Hervé Savaria, notaries, Joseph Beaulac, builder, Telesphore-Alfred Primeau, broker, and Paul-Germain Martin, financier, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general real estate business and to deal in everything subsidiary incidental thereto to acquire by purchase, pay for same in cash, in paid up shares, bonds or other securities of the company and to dispose thereof in the manner deemed most advantageous for the company ; to construct and erect dwelling houses and other buildings on said immovables ; to carry on any moveable or immovable transactions as principal or agent ;

To make loans of money to builders of houses or purchasers or lessees of immovables and to take as security for such loans hypothecs, shares of the company, bonds or other securities ;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of in other companies or to the acquisition of the assets and goodwill of partnerships or persons carrying on any business whatever, and to pay for such purchases in cash or in paid up shares of the company ;

To borrow upon the credit of the company, to issue bonds, debentures, obligations or other securities of the company and to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient provided however that no such bonds, debentures, obligations or other securities be for a less sum than one hundred dollars ;

To hypothecate or pledge the immovable property of the company or pledge its moveable property or do both, to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company ;

To give, through their duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of the bonds or debentures, a hypothec upon the immovables of the company, mentioning the issue and the amount of the bonds or debentures so secured ;

To do all things necessary, advantageous or conducive to the attainment of the aforesaid objects, under the name of "Metcalf, limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of June, 1919.

ALEX. DESMEULES,
2626-27-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

18 JUL 1919

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'Ecole normale Laval, à Québec, mercredi, le vingtième jour d'août prochain (1919), à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au neuvième jour d'août, à M. J.-N. Miller, secrétaire du comité catholique du conseil de l'instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Le secrétaire,
J.-N. MILLER.

2665—28-3

Québec, 4 juillet 1919.

No. 1414—Elec.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de renommer M. l'abbé J.-E. Laberge, curé de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste et M. le docteur Charles-E. Côté, à la position de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Québec, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré le 30 juin dernier.

2667

Notice is hereby given that a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction for the examination of candidates desiring to qualify as school inspectors, shall be held at the Laval Normal school, at Quebec, on Wednesday, the twentieth day of August instant, 1919, at nine o'clock in the forenoon. Intending candidates shall send to Mr. J.-N. Miller, secretary of the catholic committee of the Council of Public Instruction, between this date and the ninth day of August, his application, the sum of six dollars, together with all documents required by the by-laws of the Council of Public Instruction.

J.-N. MILLER,
Secretary.

2666—28-3

No. 1414—Elec.

Quebec, 4th July, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th June 1919, to re-appoint the Rev. Father J.-E. Laberge, curé of the parish of St-Jean Baptiste, and Doctor Charles-E. Côté to the charge of school commissioners for the catholic school municipality of the city of Quebec, in their own place and stead, their term of office having expired on the 30th June last.

2668

No. 161—18.

Québec, 4 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ignace-du-Lac, comté de Maskinongé, les lots Nos 63 et 67, inclusivement, du canton de Masson, et avec les lots suivants, qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée, savoir les lots 1 à 5, inclusivement, du rang I, les lots Nos 6 à 10, inclusivement du rang II du canton de Laviolette, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Laviolette".

2669

No. 161—18.

Quebec, 4th July, 1919

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th June, 1919, to detach from the school municipality of Saint-Ignace-du-Lac, county of Maskinongé, the lots Nos 63 and 67, inclusive, of the township of Masson, together with the following lots which form no part of any organized school municipality, viz : the lots 1 to 5, inclusive, of range I, the lots Nos 6 to 10, inclusive, of range II of the township of Laviolette, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of "Laviolette".

2670

No. 595—19.

Québec, 4 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Rivière-à-Claude, comté de Gaspé, le territoire suivant, savoir :

Depuis le lot No 51, inclusivement, du rang I du canton Duchesnay, jusqu'aux limites de la municipalité de Mont-Louis, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Rivière-à-Claude", l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de "Ruisseau Arbour".

2671

No. 595—19.

Quebec, 4th July, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th June, 1919, to detach from the school municipality of Rivière-à-Claude, county of Gaspé, the following territory, viz :

From and including the lot No. 51 of range I of the township of Duchesnay, to the limits of the municipality of Mont-Louis and to erect all the above territory into a distinct school municipality under the name of "Rivière-à-Claude", the remaining part to be, in future, designated under the name of "Ruisseau Arbour".

2672

No. 1518—18.

Québec, 4 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 28 juin 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Métis, comté de Matane, les rangs I et II du canton de Métis, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Métis".

2673

No. 1518—18.

Quebec, 4th July, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 28th June, 1919, to detach from the school municipality of Metis, county of Matane, the ranges I and II of the township of Metis, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, for catholics only, under the name of "Metis".

2674

No. 248—19.

Québec, 4 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de détacher

2

No. 248—19.

Quebec, 4th July, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th June,

de la municipalité scolaire de l'Assomption-de-Waterville, comté de Compton, les lots Nos 7 et 8 du rang II du canton de Compton, et de les annexer à celle du canton de Compton, même comté.

2677

No. 713-19.

Québec, 4 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Est, les lots Nos 10b et 11b du XVe rang du canton de Leeds et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Broughton.

2679

No. 1044-17.

Québec, 4 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Laval des Rapides, comté de Laval, la partie du lot No 293, non encore subdivisé, ainsi que les subdivisions faites sur ce lot et d'annexer le tout à la municipalité scolaire de Pont-Viau, même comté.

2681

No. 951-11.

Québec, 5 juillet 1919.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté en date du 27 juin 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Suffolk, dans le comté de Labelle, tous les biens-fonds du cadastre officiel de la paroisse de Chénéville, compris dans les limites suivantes, savoir : au sud par la seigneurie de la Petite Nation, à l'ouest par le canton d'Hartwell, au nord par le canton Addington, à l'est par la ligne de séparation entre le lot No 15 et No 16 de chacun des rangs du canton Suffolk, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Vinoy".

2675

1919, to detach from the school municipality of Assomption-de-Waterville, county of Compton, the lots Nos 7 and 8 of range II of the township of Compton, same county.

2678

No. 713-19.

Quebec, 4th July, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the 27th June, 1919, to detach from the school municipality of Leeds-East, the lots Nos 10b and 11b of the XVth range of Leeds and to annex said lots to the municipality of Saint-Pierre-de-Broughton

2680

No. 1044-17.

Quebec, 4th July, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th June, 1919, to detach from the school municipality of Laval-des-Rapides, county of Laval, the part of lot No. 293, still unsubdivided, as well the subdivisions laid out on said lot, and to annex the whole to the school municipality of Pont-Viau, same county.

2682

No. 951-11.

Quebec, 5th July, 1919.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 27th June, 1919, to detach from the school municipality of Suffolk, in the county of Labelle, all the immovables of the official cadastre of the parish of Cheneville, comprised within the following limits, viz : on the south by the seigniorie of the Little Nation, on the west by the township of Hartwell, on the north by the township of Addington, on the east by the dividing line between the lots Nos 15 and 16 of all the ranges of the township of Suffolk, and to erect all the above territory into a distinct school municipality under the name of "Vinoy".

2676

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

247-19

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, 22 juillet 1919 ;

Québec, 2 septembre 1919,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 12 mai 1919.

1811-20-16

247-19

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at :

Hull, 22nd July, 1919 ;

Quebec, 2nd September, 1919,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec, 12th May, 1919.

1812-20-16

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné qu'un certificat d'enregistrement a été émis à la compagnie "The Empire Trust Company", de Montréal, l'autorisant à transiger des affaires de fidéicommissaires dans la province de Québec, du huitième jour de juillet 1919, au trentième jour de juin 1920.

Notice is hereby given that "The Empire Trust Company", having its head office in the city of Montreal, has been, registered to transact in the Province of Quebec, the business of a Trust Company, from the eighth day of July, 1919, to the 30th day of June, 1920.

Donné conformément à la loi 3 Georges V, chapitre 44, ce huitième jour de juillet 1919.

Pour le trésorier de la province.
L'inspecteur des compagnies de fidéicommiss, P. Q.
EDW. E. DUCKWORTH
Département du trésor, Québec. 2701—28-2

Given pursuant to the act 3 George V, chapter 44, this eighth day of July, 1919.

For the Provincial Treasurer.
EDW. E. DUCKWORTH,
Inspector of Trust Companies, P. Q.
Treasury Department, Quebec. 2702—28-2

Avis est par le présent donné que les compagnies de fidéicommiss suivantes ont été enregistrées pour faire, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommiss du premier jour de juillet, 1919 au trentième jour de juin 1920 :

Notice is hereby given that the following Trust Companies have been registered to transact, in this province, the business of a trust company from the 1st day of July, 1919, to the 30th day of June, 1920 :

Nom de la compagnie	Nom de l'agent principal ou gérant	Adresse
Name of Company	Name of chief agent or manager	Address
The British Empire Trust Co.	T. S. Darling.	230 Saint-Jacques—Saint James street, Montréal.
The Canada Trust Company.	Thos. Moore.	211 édifice McGill—McGill building, Montréal.
Canadian Trust Company.	J. M. Smith.	67 Notre-Dame-Ouest—West St., Montréal.
Capital Trust Corporation.	E. F. Surveyor.	145 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
Le Crédit Général du Canada.	Geo. Gonthier.	112 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
The Eastern Trust Company.	H. C. Flood.	189 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
La Soc. d'Administration Gén.	M. Chevalier.	35 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
The Imperial Trust Company.	W. F. Turtle.	263 Saint Jacques—Saint-James, Montréal.
The Montreal Trust Company.	F. G. Donaldson.	11 Place d'Armes, Montréal.
The Morgan Trust Company.	J. D. Waugh.	73 avenue Union—Ave. Montréal.
The National Trust Co. Ltd.	John McDonald.	153 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
The Prudential Trust Co. Ltd.	B. Hal. Brown.	9 Saint-Jean—Saint John, Montréal.
The Quebec Savings & Trust Co.	F. W. Tofield.	120 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
The Royal Trust Company.	A. E. Holt.	105 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.
La Société Nationale de fiducie.	A.-W. Patenaude.	286 Saint-Laurent—Saint Lawrence, Montréal.
The Sun Trust Company, Ltd.	C.-E. Arpin.	99 Saint-Jacques—Saint James, Montréal.

Donné conformément à l'article 7096y de la loi 3 Georges V, chapitre 44, ce huitième jour de juillet, 1919.

Pour le trésorier de la province de Québec.
EDW. E. DUCKWORTH,
Inspecteur des compagnies de fidéicommiss, P. Q.
Département du trésor, Québec. 2699

Given pursuant to article 7096y of the Act 3 George V, chapter 44, this eighth day of July, 1919.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
EDW. E. DUCKWORTH,
Inspector of trust Companies, P. Q.
Treasury Department, Quebec. 2700

Avis est par le présent donné qu'un permis No 201 a été émis le 25 juin autorisant La Compagnie Provinciale d'Indemnité, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, à transiger des affaires d'assurance contre l'accident et la maladie tel que mentionné dans son acte d'incorporation 9 George V, chapitre 121.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909.

Pour le trésorier de la province de Québec.
EDW. E. DUCKWORTH,
2635—27-2 Le surintendant des assurances, P. Q.

Notice is hereby given that license No. 201 has been issued the 25th day of June, 1919, to The Provincial Indemnity Company, having its Head Office in the city of Montreal, authorizing it to transact the business of sickness and accident insurance as prescribed by its Act in incorporation, 9 Geo. V, chap. 121.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
EDW. E. DUCKWORTH,
2636—27-2 Superintendent of insurance P. Q.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2540. Dame Marie-Louise Morin, de Québec, épouse commune en biens de Ernest Bélanger, ingénieur stationnaire, de Québec,

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2540. Dame Marie-Louise Morin, of Quebec, wife common as to property of Ernest Bélanger, stationary engineer, of Quebec, and

et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Bélanger, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de juillet 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
LAFERTÉ & POULIOT.
Québec, 4 juillet 1919. 2653

Province de Québec, district de Terbonne, Cour supérieure, No 1379. Dame Marie-Louise Boucher, épouse de Joseph-Eloi Lafleur de Sainte-Agathe-des-Monts, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Eloi Lafleur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingtième jour de juin 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOTT & DAVID.
Montréal, le 9 juillet 1919. 2697-28-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5289. Dame Sarah Richler, épouse commune en biens de Jacob Steinberg, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisé aux fins des présentes par jugement de la Cour supérieure, rendu le 20 juin 1919, demanderesse; vs Jacob Steinberg, du même lieu, défendeur.

Un action en séparation de biens a été intentée le 30 juin 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
LEDIEU & POPLIGER.
Montréal, 3 juillet 1919. 2643-27-5

Cour supérieure, Montréal, No 3609. Dame Mélina Robert, de la cité et du district de Montréal, épouse de Hervé Adam, cordonnier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

Les procureurs de la demanderesse,
PELLETIER, SENECAI et GELINAS.
Montréal, ce 17 juin 1919. 2591-27-5

Province de Québec, district de Montmagny, Coursupérieure. No 56. Dame Adéla Lejeune, épouse commune en biens de Laurent Larochelle, tous deux de la paroisse de Saint-Camille, district de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Laurent Larochelle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 19 juin 1919.

Le procureur de la demanderesse,
MAURICE ROUSSEAU.
Montmagny, 23 juin 1919. 2463-26-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2441. Dame Alice-Jane Beatty, des cité et district de Montréal, épouse de Charles Edward-Henry Philips, commis, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Charles-Edward-Henry Philips, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 4 juin 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOT & DAVIS.
Montréal, 5 juin 1919. 2197-24-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3372. Dame Jean Spirlet, née Félicie Collard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean Spirlet, mécanicien, du même lieu, dûment autorisée à ester en

duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ernest Bélanger, of Québec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the third day of July, 1919.

LAFERTÉ & POULIOT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 4th July, 1919. 2654

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 1379. Dame Marie-Louise Boucher, wife of Joseph-Eloi Lafleur, of Sainte-Agathe-des-Monts, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Eloi Lafleur, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 20th day of June, 1919.

ELLIOTT & DAVID,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1919. 2698-28-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5289. Dame Sarah Richler, wife common as to property of Jacob Steinberg, of the city and district of Montreal, and duly authorized for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court, rendered on the 20th day of June, 1919, plaintiff; vs Jacob Steinberg, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been issued on the 20th of June, 1919.

LEDIEU & POPLIGER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd July, 1919. 2644-27-5

Superior Court, Montreal, No. 3609. Dame Mélina Robert, of the city and district of Montreal, wife of Hervé Adam, shoemaker, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

PELLETIER, SENECAI and GELINAS,
Solicitors for plaintiff.
Montreal, 17th June, 1919. 2592-27-5

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court. No. 56. Dame Adéla Lejeune, wife common as to property of Laurent Larochelle both of the parish of Saint-Camille, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Laurent Larochelle, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of June, 1919.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 23rd June, 1919. 2464-26-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2441. Dame Alice-Jane Beatty, of the city and district of Montreal, wife of Charles-Edward-Henry Philips, clerk, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Charles-Edward-Henry Philips, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 4th day of June, 1919.

ELLIOT & DAVIS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th June, 1919. 2198-24-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3372. Mrs Jean Spirlet, of the city and district of Montreal, born Félicie Collard, wife common as to property of Jean Spirlet, machinist, of the same place, duly

justice, demanderesse ; vs Jean Spirlet, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée en cette cause.

L'avocat de la demanderesse,
J.-EUDORE MORIER.

Montréal, 7 juin 1919. 2267—24-5

authorized à ester en justice, plaintiff ; vs Jean Spirlet, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

J.-EUDORE MORIER,
Solicitor for plaintiff.

Montreal, 7 June, 1919. 2268—24-5

Cempagnie autorisée à faire des opérations

La compagnie "Porcelain Products, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Heriot K. Ferguson, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 27 juin 1919.

2649

Company authorized to do business

The company "Porcelain Products, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Heriot K. Ferguson, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 27th June, 1919.

2650

Compagnie dissoute

Avis est par le présent donné que la compagnie "Stanford's, Limited", constituée en corporation par lettres patentes d'Ottawa, en date du 20 septembre 1912, est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909, et de plus, avis est aussi donné que les affaires de cette compagnie, son actif et son passif, ont été prises par une compagnie du même nom qui a été incorporée le 26 septembre 1917.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juillet 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2655

Company dissolved

Notice is hereby given that the company "Stanford's, Limited", incorporated by letters patent issued at Ottawa, dated the 20th September, 1912, is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S. 1909, and notice is further given that the affairs of this company, its assets and liabilities have been assumed by a company with the same name incorporated on the 26th September, 1917.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of July, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2656

Faillite—Avis de

Re : L.-P. Pelletier, de Québec, contracteur, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure en date du 4 juillet 1919, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens de cette faillite.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
Québec, le 4 juillet 1919. 2645

Re : P.-J.-O. Cyr, marchand, Robitaille, Qué., insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure pour le district de Québec, en date du 9 juillet, 1919, les soussi-

Notice of Bankruptcy

Re : L.-P. Pelletier, of Quebec, contractor, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, dated 4th July, 1919, the undersigned have been appointed joint curators to the assets of this estate.

The creditors of said insolvent are requested to file their claims, duly sworn, in thirty days of this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,
Quebec, 4th July, 1919. 2646

Re : P.-J.-O. Cyr, of Robitaille, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the superior Court for the district of Québec, dated 9th July, 1919, the undersigned have been

gnés ont été nommés curateur aux biens du dit insolvable.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,

(Edifice Bossé),

Québec, 9 juillet 1919.

2695

Cour supérieure. Montréal. No 77.

Joseph Bourbeau, de Montréal, "E. Bourbeau & Frère" a fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

NICHOLAS SAAB.

Montréal, 4 juillet 1919.

2683

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re*: "The Saint-Regis Hotel Co, Limited, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu' n premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera ouvert à contestation jusqu'au 31ème jour de juillet 1919.

Le liquidateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU

No 60 rue Notre-Dame-Est.

Montréal, le 12 juillet 1919.

2709

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *Re*: Myer Lawson, marchand, de Montréal, insolvable.

Avis est par les présentes donné que ledit insolvable a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les sub. gardiens provisoires,

CHARTRAND & TURGEON.

55 Saint-Frs-Xavier, Montréal.

Montréal, 9 juillet 1919.

2711

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 249. *In re*: Dame Stephanie Giguère, modiste, 167 Brebœuf, Montréal, insolvable.

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et est ouvert à contestation jusqu'au 17 juillet 1919.

Les curateurs,

PAQUET & BONNIER

Suite 501, édifice Transportation.

Montréal, 9 juillet 1919.

2713

Liquidation

Avis est par le présent donné que la compagnie "Normandeau, limitée", incorporée par lettres patentes et enregistrée le 20 octobre 1914 (Lib. 95 ; fol. 208) a, en vertu d'une résolution passée le 30 avril 1919, par les actionnaires, en assemblée générale spéciale, décidé de faire une liquidation volontaire de ses affaires et a nommé le soussigné à cette fin liquidateur.

Le liquidateur,

ARMAND NORMANDEAU.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Montréal, 24 juin 1919.

2647

appointed joint curators to the assets of this said insolvent.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,

(Bossé Building),

Quebec, 9th July, 1919.

2696

Superior Court. Montreal. No. 77.

Joseph Bourbeau, of Montreal, "E. Bourbeau & Frère" has made an abandonment of his property and I have been appointed provisional guardian.

NICHOLAS SAAB.

Montreal, 4th July, 1919.

2684

Under the Winding-Up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: The Saint-Regis Hotel Co, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be open to objection until the 31st day of July, 1919.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Liquidator.

No. 60 Notre-Dame street East.

Montreal, 12th July, 1919.

2710

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re*: Myer Lawson, merchant, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub. provisional guardians.

55 Saint-Frs-Xavier street.

Montreal, 9th July, 1919.

2712

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 249. *In re*: Dame Stephanie Giguère, milliner, 167 Brebœuf street, Montreal, insolvent.

A dividend sheet has been prepared in this matter and shall be opened to contestation until the 17th of July, 1919.

PAQUET & BONNIER,

Curators.

Suite 501, Transportation bldg.

Montreal, 9th July, 1919.

2714

Winding up

Public notice is hereby given that the company "Normandeau, limitée", incorporated by letters patent and registered on the 20th October, 1914, (Lib. 95 ; vol. 208) has, under a resolution passed on the 30th April, 1919, by the shareholders, in general special meeting assembled, decided to voluntarily wind up its affairs and has appointed the undersigned liquidator for that purpose.

ARMAND NORMANDEAU,

Liquidator.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1919.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Montreal, 24th June, 1919.

2648

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

"Casino Café, Limited".

Avis est donné par les présentes qu'à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "Casino Café, Limited", tenue le 25 avril 1919, il a été résolu unanimement de liquider les affaires de ladite compagnie, cette dernière ayant disposé de son actif et payé son passif.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce 4^{ième} jour de juin, 1919.

CAFE CASINO, LIMITÉE,
Par A. G. SIMAYS, Prés.,
142 rue Cherrier.

2651

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

"Casino Café, Limited".

Notice is hereby given that at a general meeting of the shareholders of the company "Casino Café, Limited", held on the 25th April, 1919, it was unanimously resolved to wind up the affairs of said company, which has disposed of its assets and paid up its liabilities.

In witness whereof, I have signed at Montreal, this fourth day of June, 1919.

CAFE CASINO, LIMITÉE,
Per A. G. SIMAYS, Pres.
142 Cherrier street.

2652

Ratifications de titre.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 410.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposée au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Beauharnois, ce jour, une copie d'un acte passé devant M^{re} J.-A. Poupart, notaire, à Sainte-Martine, dit district, la quatrième jour de mars 1919, entre Joseph Dorais, charpentier-menuisier, des cité et district de Montréal, et Demoiselle Laury Bannam, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Sainte-Philomène, dit district, de Beauharnois, étant une vente par ledit Joseph Dorais à ladite Delle Laury Bannam, "d'un emplacement sis et situé au village de la paroisse de Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Philomène, sous le numéro cent soixante-trois (No 163), contenant quarante-cinq pieds de front sur huit perches de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées", et en la possession dudit Joseph Dorais comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du susdit acte de vente, par lequel ledit emplacement a été acquis par ladite Demoiselle Laury Bannam, sont averties qu'il sera présentée à ladite Cour supérieure siégeant dans et pour ledit district de Beauharnois, à Salaberry-de-Valleyfield, le quatrième jour de septembre prochain 1919, à dix heures et demie de l'avant-midi, une demande en ratification de titre; et à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans le présent cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au bureau du dit protonotaire de cette Cour dans les six jours après ledit jour, 4 septembre prochain 1919, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

A Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, ce deuxième jour de juillet 1919.

Le dép. P. C. S.,
J.-A. LAPOINTE

Le procureur de la requérante, demoiselle Laury Bannam.

2689—28-2

J.-G. LAURENDEAU.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 410.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Beauharnois, this day, a copy of a deed executed before J.-A. Poupart, notary, at Sainte-Martine, said district, on the fourth day of March, 1919, between Joseph Dorais, carpenter, of the city and district of Montreal, and Miss Laury Bannam, spinster in the full exercise of her rights, of the parish of Sainte-Philomène, said district of Beauharnois, being a sale by said Joseph Dorais to said Miss Laury Bannam of "an emplacement lying and situate in the village of the parish of Sainte-Philomène, county of Châteauguay, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Sainte-Philomène, under the number one hundred and sixty three (No 163), containing forty five feet in front by eight perches in depth—with the buildings thereon erected", and in the possession of said Joseph Dorais as proprietor for the last three years; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed, by which the said emplacement was acquired by the said Miss Laury Bannam, are hereby notified that application will be made to the said Superior Court sitting in and for the said district of Beauharnois, at Salaberry-de-Valleyfield, on the fourth day of September next, 1919, at half past ten o'clock in the forenoon, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary of this Court within six days after the said day, 4 September next, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

At Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, this second day of July, 1919.

J.-A. LAPOINTE,
Dep. P. S. C.

J.-G. LAURENDEAU,
Attorney of the petitioner, Miss Laury Bannam.

2690—28-2

Province de Québec, district de Québec. Cour supérieure. No. 2676.

Ex-parte : Ferdinand Lemieux.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, un acte passé devant Joseph-Alphonse Dumontier, notaire, le 19^{ième} jour de février 1897, entre les héritiers D.D. Young et Ferdinand Lemieux, étant une vente par lesdits héritiers D.D. Young audit Ferdinand Lemieux des lots suivants, savoir :

1. Sur la partie sud du lot numéro (450) quatre cent cinquante du plan du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, ville de Lévis ; bornée comme suit : au nord par "L'Œuvre et Fabrique de Saint-David-de-l'Auberivière," à l'est et au sud par le chemin public, et à l'ouest par la ligne divisant le quartier Saint-Laurent de la paroisse Saint-David-de-l'Auberivière, tel qu'elle est présentement clôturée ;

2. Sur le lot (452) quatre cent cinquante-deux du plan du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, ville de Lévis, moins la partie sud-ouest du dit lot vendue par lesdits vendeurs à "L'Œuvre et Fabrique de Saint-David-de-l'Auberivière" ;

3. Sur les lots (455) quatre cent cinquante-cinq, (456) quatre cent cinquante-six, (516) cinq cent seize, (517) cinq cent dix-sept, (518) cinq cent dix-huit, (519) cinq cent dix-neuf, (520) cinq cent vingt, (521) cinq cent vingt et un, (522) cinq cent vingt-deux, (524) cinq cent vingt-quatre, (525) cinq cent vingt-cinq, (526) cinq cent vingt-six, (527) cinq cent vingt-sept, (528) cinq cent vingt-huit, (529) cinq cent vingt-neuf, (530) cinq cent trente, (531) cinq cent trente et un, (532) cinq cent trente-deux, (541) cinq cent quarante et un, (548) cinq cent quarante-huit, (549) cinq cent quarante-neuf, (550) cinq cent cinquante, (551) cinq cent cinquante et un, (552) cinq cent cinquante-deux, (553) cinq cent cinquante-trois, (555) cinq cent cinquante-cinq, (556) cinq cent cinquante-six, (557) cinq cent cinquante-sept, (558) cinq cent cinquante-huit, (559) cinq cent cinquante-neuf, (573) cinq cent soixante-treize, (574) cinq cent soixante-quatorze, (575) cinq cent soixante-quinze, (576) cinq cent soixante-seize, (577) cinq cent soixante-dix-sept, (578) cinq cent soixante-dix-huit, (579) cinq cent soixante-dix-neuf, (580) cinq cent quatre-vingts, du plan du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, ville de Lévis, comté de Lévis—avec tous leurs droits, titres et intérêts dans les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et quais, sur les lots de terre ci-dessus mentionnés, et en la possession des héritiers de D. D. Young, comme propriétaire pendant les trois années précédant ledit acte, et toutes personnes qui réclament quelque privilège et hypothèque sur lesdits immeubles immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel lesdits lots ont été acquis par ledit Ferdinand Lemieux sont avertis qu'il sera présenté à ladite Cour, le 12 septembre 1919, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par ce présent requises de signifier leurs oppositions colloquées, et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après ledit jour, à

Province of Quebec, district of Quebec. Superior Court. No. 2676.

Ex-parte : Ferdinand Lemieux.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Quebec, a deed of sale executed before Joseph-Alphonse Dumontier, notary, on the nineteenth day of February, 1897, between the heirs D.D. Young and Ferdinand Lemieux, being a sale by the heirs D.D. Young to the said Ferdinand Lemieux of the following lots :

1. On the south part of lot (450) four hundred and fifty of the official cadastral plan of Saint Lawrence ward, town of Lévis; bounded as follows: to the north by "L'Œuvre et Fabrique de Saint-David-de-l'Auberivière", to the east and south by public road and to the west by the line dividing the Saint Lawrence ward from the parish of Saint David-de-l'Auberivière, as fenced at present ;

2. On the lot (452) four hundred and fifty two of the official cadastral plan of Saint Lawrence ward, town of Lévis, less the south west part of the said lot sold by the said vendors to "L'Œuvre et Fabrique de Saint-David-de-l'Auberivière" ;

3. On the lots (455) four hundred and fifty five, (456) four hundred and fifty six, (516) five hundred and sixteen, (517) five hundred and seventeen, (518) five hundred and eighteen, (519) five hundred and nineteen, (520) five hundred and twenty, (521) five hundred and twenty one, (522) five hundred and twenty two, (524) five hundred and twenty four, (525) five hundred and twenty five, (526) five hundred and twenty six, (527) five hundred and twenty seven, (528) five hundred and twenty eight, (529) five hundred and twenty nine, (530) five hundred and thirty, (531) five hundred and thirty one, (532) five hundred and thirty two, (541) five hundred and forty one, (548) five hundred and forty eight, (549) five hundred and forty nine, (550) five hundred and fifty, (551) five hundred and fifty one, (552) five hundred and fifty two, (553) five hundred and fifty three, (555) five hundred and fifty five, (556) five hundred and fifty six, (557) five hundred and fifty seven, (558) five hundred and fifty eight, (559) five hundred and fifty nine, (573) five hundred and seventy three, (574) five hundred and seventy four, (575) five hundred and seventy five, (576) five hundred and seventy six, (577) five hundred and seventy seven, (578) five hundred and seventy eight, (579) five hundred and seventy nine, (580) five hundred and eighty of the official cadastral plan of Saint Lawrence ward, town of Lévis, county of Lévis—with all their rights, titles and interest in the buildings, out buildings and wharfs erected on the above mentioned lots of land, possessed of the heirs D.D. Young, as proprietor during the three years preceding the said deed of sale, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovables immediately previous to the registration of the said deed of sale, by which the said lots were acquired by the said Ferdinand Lemieux are hereby notified that application will be made to the said Superior Court, on the 12th September, 1919, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code

défaut de quoi elles seront pour toujours foreloses du droit de le faire.

Le protonotaire de la Cour supérieure,
AMD. ROBITAILLE.
Le proc. du requérant,
ARTHUR BELANGER.
111, Côte de la Montagne.
Québec, 23 juin 1919. 2705—28-2

of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

AMD. ROBITAILLE,
Prothonotary of the Superior Court.
ARTHUR BELANGER,
Attorney for applicant.
111, Mountain Hill.
Quebec, 23rd June, 1919. 2706—28-2

VENTE PAR LE SHÉRIF CHICOUTIMI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure—District de Chicoutimi.

JOS.-E. RATTE ; contre TREFLE GIRARD
ET AL, de Bagotville.
Comme appartenant au défendeur, Tréflé Girard :

Le quart indivis d'un emplacement distrait des lots de terre numéros cent vingt-huit et cent vingt-neuf (128-129), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Bagotville ou Bagot, formant la juste moitié nord des dits lots ; et borné en front à la rue Victoria, en arrière au lot No 130, d'un côté vers le nord à la rue du Cap et de l'autre côté vers le sud au terrain de Pierre Simard—avec ensemble le quart indivis des bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Alphonse, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET 1919, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. ALAIN.

Bureau du shérif.
Chicoutimi, 16 juin 1919. 2367—25-2
[Première publication, 21 juin 1919.]

SHERIFF'S SALE CHICOUTIMI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Chicoutimi.

JOS.-E. RATTE ; against TREFLE GIRARD
ET AL, of Bagotville.
As belonging to the defendant, Tréflé Girard :

The undivided fourth part of an emplacement detached from the lots of land numbers one hundred and twenty eight and one hundred and twenty nine (128 and 129), of the official cadastral plan and book of reference of the village of Bagotville or Bagot, forming the exact north half of said lots ; and bounded in front by Victoria street, in rear by the lot No. 130, on one side towards the north by du Cap street and on the other side towards the south by the land of Pierre Simard—together with the undivided fourth part of the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Alphonse, on the TWENTY EIGHTH day of JULY, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Chicoutimi, 16th June, 1919. 2368—25-2
[First publication, 21st June, 1919.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du magistrat—District de Gaspé.

Grande Rivière, à savoir : } ROBIN JONES &
No 54. } WHITMAN,
LIMITÉE, de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, comté et district de Gaspé, demanderesse ; contre MARTIN GOULETTE, de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, comté et district de Gaspé, défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le comté de Gaspé, étant l'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé, sous le numéro 15A, et 15, rang ouest du Petit-Pabos, en la municipalité de Pabos ; ledit lot de terre étant borné au nord par Xavier LeBlanc, au sud par Joseph Loisel, à l'est par la rivière du Petit-Pabos, à l'ouest par les terres du 2ème rang—avec les bâ-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Gaspé.

Grand River, to wit : } ROBIN JONES &
No 54. } WHITMAN LI-
MITED, of Sainte Adélaïde-de-Pabos, county and district of Gaspé, plaintiff ; against MARTIN GOULETTE, of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, county and district of Gaspé, defendant.

That certain lot of land lying and situate in the parish of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, in the county of Gaspé, being the immoveable known and designated on the official plan and book of reference of the township of Percé, under the number 15A and 15, range west of Petit-Pabos, in the municipality of Pabos, the said lot of land being bounded on the north by Xavier Leblanc, on the south by Joseph Loisel, on the east by the river

tisses dessus construites, circonstances et dépendances,

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain 1919, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

JAS T. TUZO.

Bureau du shérif.

2663—28-2

[Première publication, 12 juillet 1919].

Petit Pabos, on the west by the lands of the 2nd range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, 1919, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS T. TUZO,

Sheriff.

Sheriff's office.

2664—28-2

[First publication, 12th July, 1919.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : J. -WILFRID GUILLET, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, district d'Iberville, demandeur ; contre MASTAI JOURDAIN dit LAFRANCE, de la paroisse de Sainte-Brigide, dit district, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles portant les numéros quatre cent soixante et dix-sept (477 et quatre cent soixante et dix-huit des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Brigide, saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu le dix-septième jour de juin dernier (1919), à la porte de l'église de ladite paroisse de Sainte-Brigide, aura lieu le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain (1919), à MIDI (heure actuelle une heure de l'après-midi), à la porte de l'église de ladite paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville. Les deux numéros seront vendus en bloc.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 8 juillet 1919.

2685—28-2

[Première publication 12 juillet 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's to wit : J. -WILFRID GUILLET, of the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, district of Iberville, plaintiff ; against MASTAI JOURDAIN ALIAS LAFRANCE, of the parish of Sainte-Brigide, said district, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables bearing the numbers four hundred and seventy seven and four hundred and seventy eight (477 and 478), of the official plan and book of reference of said parish of Sainte-Brigide, seized in the present cause, formerly announced to take place on the seventeenth day of June last (1919), at the church door of the said parish of Sainte-Brigide, will take place on the TWENTYNINTH day of AUGUST next, at TWELVE o'clock noon (present time one o'clock in the afternoon), at the church door of the said parish of Sainte-Brigide district of Iberville. The two lots to be sold *en bloc*.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint John's, 8th July, 1919.

2686—28-2

[First publication, 12th July, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : L. -B. CHOQUETTE, ingénieur, de la ville de Farnham, district de Bedford, demandeur, contre "TECHNE-CHEMICAL, LIMITED", PRODUITS TECHNE-CHIMIQUES, LIMITEE, défenderesse.

Une certaine étendue de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, district d'Iberville, comme étant les lots Nos trois cent quatre-vingt-cinq, trois cent quatre-vingt-six, trois cent quatre-vingt-huit, trois cent quatre-vingt-neuf, trois cent quatre-vingt-dix, trois cent quatre-vingt-onze, trois cent quatre-vingt-douze, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept, trois cent soixante-quinze, trois cent soixante-seize, trois cent soixante-dix-sept, trois cent soixante-quatorze, partie du lot No. trois cent soixante-douze (Pt. No. 372) et partie du lot No. trois cent soixante-treize (Pt. du lot 373), qui est en savane ou terre noire et qui est attenante aux lots No. trois cent dix-huit (318) et trois cent dix-neuf (319) dudit cadastre, et dont l'autre partie à Louis Chouinard, en vertu de titre (385, 386, 388, 389, 390, 391, 392, 356, 357, 375, 376, 377, 374, pt. 372 et pt. 373)—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, ainsi que les meubles et immeubles par nature ou

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : L. -B. CHOQUETTE, engineer, of the town of Farnham, district of Bedford, plaintiff ; against TECHNE-CHEMICAL, LIMITED, "PRODUITS TECHNE-CHEMIQUES, LIMITEE", defendant.

That certain tract of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Brigide, county of Iberville, district of Iberville, as being the lots Nos three hundred and eighty five, three hundred and eighty six, three hundred and eighty eight, three hundred and eighty nine, three hundred and ninety, three hundred and ninety one, three hundred and ninety two, three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven, three hundred and seventy five, three hundred and seventy six, three hundred and seventy seven, three hundred and seventy four, part of lot No. three hundred and seventy two (Pt. No. 372) and part of lot No. three hundred and seventy three (Pt. No. 373), being a swamp or muck land adjacent to the lots No. three hundred and eighteen (318) and three hundred and nineteen (319) of said cadastre, the remaining part of said lot belonging to Louis Chouinard, under proper title (385, 386, 388, 389, 390, 391, 392, 356, 357, 375, 376, 377, 374, Pt. 372 and Pt. 373)—with the buildings thereon

destination qui se trouvent sur lesdits immeubles et autres accessoires.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain (mil neuf cent dix-neuf), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean le 8 juillet 1919. 2687—28-2
[Première publication, 12 juillet 1919].

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: **EUGENE MI-CHAUD**, marchand, de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur; contre **OSCAR GUERETTE**, ci-devant de la cité de Rivière-du-Loup, maintenant de la paroisse de Saint-Eléuthère, et y faisant affaires sous la raison sociale de "O. Guerette & Cie", défendeur.

Comme appartenant audit défendeur :

Une certaine portion de terrain de forme irrégulière, situé sur le premier rang de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, contenant environ deux arpents et demi (2½) plus ou moins, et bornée au nord par Auguste Lavoie, au sud, partie à Charles Dubé et partie à Auguste Verret ou leurs représentants, au sud-ouest au chemin de fer Témiscouata, à l'est par le lac Témiscouata, lequel terrain est maintenant connu sous le numéro quatre-vingt-huit (No 88) et partie du lot numéro quatre-vingt-sept (No 87) du cadastre du comté de Témiscouata, pour ladite paroisse de Notre-Dame-du-Lac—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain 1919, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Rivière-du-Loup, 17 juin 1919. 2385—25-2
[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière du Loup, à savoir : **JEAN-BAPTISTE MARQUIS**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ephiphane, demandeur ; contre **OMER MARQUIS**, de la paroisse de Saint-Honoré, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur :

Un emplacement de quatre-vingts pieds de large, sur cent cinquante pieds de profondeur; borné en front à la route, au nord, à l'est et à l'ouest à Antoine Patoine ou ses représentants ; et un autre emplacement contigu de soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur; borné à l'est au chemin public, au nord et à l'ouest à M. Patoine ou ses représentants, et au sud audit Omer Marquis, le tout ensemble ne formant qu'un seul morceau de terrain faisant partie du numéro quatre-vingt-six-b (86-b) du cadastre du rang A, canton Armand—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

erected, circumstances, and dependencies together with the moveables and immoveables by nature and destination on the said immoveables and other accessories.

To be sold at parochial church door of the parish of Sainte-Brigide, district of Iberville, on the TWELFTH day of AUGUST next, (one thousand nine hundred and nineteen), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER.

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint John's, 8th July, 1919. 2688—28-2
[First publication, 12th July, 1919].

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: **EUGENE MI-CHAUD**, merchant of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff ; against **OSCAR GUERETTE**, heretofore of the city of Rivière-du-Loup, and now of the parish of Saint-Eléuthère, and there carrying on business under the firm name and style of "O. Guerette & Cie", defendant.

As belonging to said defendant :

That certain piece of land of irregular outline, situate in the first range of the parish of Notre-Dame-du-Lac, containing about two arpents and a half (2½) more or less, and bounded on the north by Auguste Lavoie, on the south, partly by Charles Dubé and partly by Auguste Verret or their representatives, on the southwest by the Témiscouata Railway, on the east by lake Témiscouata, which piece of land is now known under the number eighty eight (No. 88) and part of lot number eighty seven (Pt. No. 87) of the cadastre of the county of Témiscouata for said parish of Notre-Dame-du-Lac—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-du-Lac, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, 1919, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Rivière-du-Loup, 17th June, 1919.

2386—25-2
[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit : **JEAN-BAPTISTE MARQUIS**, farmer, of the parish of Saint-Ephiphane, plaintiff ; against **OMER MARQUIS**, of the parish of Saint-Honoré, defendant.

As belonging to the said defendant :

An emplacement eighty feet in width by one hundred and fifty feet in depth; bounded in front by the road, on the north, east and west by Antoine Patoine or representatives ; and another emplacement contiguous of sixty feet in front by one hundred and fifty feet in depth; bounded on the east by the public road, on the north and west by Mr. Patoine or representatives, and on the south by the said Omer Marquis, the whole together forming but one single lot of land forming part of the number eighty six-b (86-b) of the cadastre of range A, township Armand—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte del'église de la paroisse de Saint-Honoré, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Rivière-du-Loup, 18 juin 1919. 2387—25-2
[Première publication, 21 juin 1919].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITÉ DE MONT-
No 345. } **R** EAL, corps légale-
ment constitué, ayant son principal établissement
en la cité de Montréal, demanderesse ; vs JO-
SEPH-ELZEAR ROBIN, des cité et district de
Montréal, défendeur.

Les lopins de terre suivants bornés en front
par une rue projetée, étant les subdivisions du
lotin numéro cent onze (111), des plan et livre de
renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges,
dans cette partie dudit village maintenant annexée
à la cité de Montréal, et formant le quartier
Notre-Dame-de-Grâces :

La subdivision numéro trois cent soixante et
douze (372) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
treize (373) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
quatorze (374) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
quinze (375) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
seize (376) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
dix-sept (377) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
dix-huit (378) ;

La subdivision numéro trois cent soixante et
dix-neuf (379) ;

La subdivision numéro trois cent quatre-vingts
(380) ;

La subdivision numéro trois cent quatre vingt-
un (381) ;

La subdivision numéro trois cent quatre vingt-
deux (382) ;

La subdivision numéro trois cent quatre vingt-
trois (383) ;

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité
de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 juillet 1919. 2547—26-2
[La première publication du 28 juin 1919 est
nulle.]

[Première publication, 12 juillet 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J** -H.-T. BOURASSA,
No 2197. } **d**emandeur ; vs **T**HE
PRESTO HEATER CO., LTD, & HARRIS
CONSTRUCTION Co., LTD, tous deux corps
politiques et incorporés, ayant leur principale
place d'affaires dans les cité et district de Mont-
réal, défenderesses.

Comme appartenant à la défenderesse, "Harris
Construction Company, Limited" :

Les lots portant les numéros 994 et 995 de la
subdivision officielle du lot numéro 189, aux plan

To be sold at the church door of the parish of
Saint Honoré, on the TWENTY NINTH day
of JULY, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Rivière-du-Loup, 18th June, 1919. 2388—25-2
[First publication, 21st June, 1919].

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T**HE CITY OF MON-
No. 345. } **T**REAL, a legally consti-
tuted body, with its principal place of business
in the city of Montreal, plaintiff ; vs. JOSEPH
ELZEAR ROBIN, of the city and district of
Montreal, defendant.

The following lots of land bounded in front
by a projected street, being subdivisions of lot
number one hundred and eleven (111), on the
official plan and book of reference for the village
of Côte-des-Neiges, in that part of said village
now annexed to the city of Montreal, and forming
the Notre-Dame-de-Grâces, ward :

Subdivision number three hundred and seven-
ty-two (372) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-three (373) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-four (374) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-five (375) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-six (376) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-seven (377) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-eight (378) ;

Subdivision number three hundred and seven-
ty-nine (379) ;

Subdivision number three hundred and eighty
(380) ;

Subdivision number three hundred and eighty-
one (381) ;

Subdivision number three hundred and eighty-
two (382) ;

Subdivision number three hundred and eighty-
three (383) ;

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th July, 1919. 2548—26-2
[The first publication of the 28th June, 1919, is
null.]

[First publication, 12th July, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J** -H.-T. BOURASSA,
No. 2197. } **p**laintiff ; vs **T**HE
PRESTO HEATER CO., LTD, & HARRIS
CONSTRUCTION CO., LTD, both bodies
politic and corporate, having their principal place
of business in the city and district of Montreal,
defendants.

As belonging to the defendant, Harris Construc-
tion Company, Limited :

The lots bearing the numbers 994 and 995 of
the official subdivision of the lot 189, on the offi-

et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, ayant front sur la Troisième avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 juillet 1919. 2691—28-2
[First publication, 12th July, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H. MACKAY ET AL,**
No 2997. } **H. ANGUS R. MAC-**
KAY AND THE ROYAL TRUST COMPANY,
demandeurs; vs **ANGUS KENNEDY,** défendeur.

Deux terrains ou lots de terre situés sur la rue Richelieu, dans le quartier Saint-Henri de la cité de Montréal, contenant les deux lots soixante-deux pieds et 4/10 de largeur sur la rue Richelieu et soixante-neuf pieds de largeur en arrière, par cent pied de profondeur, avec l'usage en commun avec les autres des ruelles situées au nord-ouest et au sud-ouest desdits lots. Ces deux lots de terre sont maintenant connus et désignés sous le numéro "un" du plan de subdivision officielle du lot numéro mille quatre cent cinquante-cinq (1455-1), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et sous le numéro "un" du plan de subdivision officielle du lot numéro mille quatre cent cinquante-six (1456-1), desdits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, le tout, mesure anglaise, et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 juillet 1919. 2693—28-2
[Première publication, 12 juillet 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MONT-**
No 365. } **REAL,** corps légal-
ement constitué, ayant son principal établissement
en ladite cité, demanderesse; contre **J.-ARTHUR**
BILODEAU, défendeur.

1. Un lot de terre borné en front par le boulevard Pie IX étant la subdivision numéro mille quatre-vingt-douze (1092) du lot numéro quatorze (14), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Mercier-Maisonnette;

2. Un lot de terre borné en front par le boulevard Pie IX et étant la subdivision numéro mille quatre-vingt-treize (1093) du lot numéro quatorze (14), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Mercier-Maisonnette;

3. Un lot de terre ayant front par le boulevard Pie IX et étant la subdivision numéro mille quatre-vingt-quatorze (1094) du lot numéro quatorze (14), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Mercier-Maisonnette;

4. Le lot de terre ayant front sur le boulevard Pie IX et étant la subdivision numéro mille

cial plan and book of reference of the village of Cote Visitation, fronting on Third avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th July, 1919. 2692—28-2
[First publication, 12th July, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H. MACKAY ET AL,**
No. 2997. } **H. ANGUS R. MAC-**
KAY AND THE ROYAL TRUST COMPANY,
plaintiffs; vs **ANGUS KENNEDY,** defendant.

Two parcels or lots of land situated on Richelieu street, in Saint Henri ward of the city of Montreal, containing the two lots sixty two feet and 4/10 in width on Richelieu street and sixty nine feet in width in rear, by one hundred feet in depth, with the use in common with others of the lanes situated to the northwest and south west of said lots. These two lots are now known and designated under the number "one" of the official subdivision plan of the lot number one thousand four hundred and fifty five (1455-1), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and under the number "one" of the official subdivision plan of the lot number one thousand four hundred and fifty six (1456-1), of said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, the whole English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th July, 1919. 2694—28-2
[First publication, 12th July, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
No. 365. } **TREAL,** a legally
constituted corporation with its principal place of
business in the said city, plaintiff; against
J.-ARTHUR BILODEAU, defendant.

1. A lot of land bounded in front by Boulevard Pie IX and being subdivision number one thousand and ninety-two (1092) of lot number fourteen (14), on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, in that part of said village now annexed to the city of Montreal and forming the Mercier-Maisonnette ward;

2. A lot of land bounded in front by Boulevard Pie IX and being subdivision number one thousand and ninety-three (1093) of lot number fourteen (14), on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, in that part of said village now annexed to the city of Montreal and forming the Mercier-Maisonnette Ward;

3. A lot of land bounded in front by Boulevard Pie IX and being subdivision number one thousand and ninety-four (1094) of lot number fourteen (14), on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, in that part of said village now annexed to the city of Montreal and forming the Mercier-Maisonnette ward;

4. A lot of land bounded in front by Boulevard Pie IX and being subdivision number one

quatre vingt-quinze (1095) du lot numéro quatorze (14), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans la partie dudit village d'Hochelaga, dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Mercier-Maisonnette.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 juin 1919.

2393—25-2

[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITE DE MONT-
No 106. } **R** EAL, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en ladite cité, demanderesse ; vs JOSEPH-E. ROBIN, défendeur.

Un lot de terre qui est une partie de la subdivision numéro deux mille six (2006) du lot numéro cent soixante-douze (172), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Hochelaga, mesurant sept (7) pieds et huit pouces (8) de largeur, par soixante-dix-huit (78) pieds de profondeur; borné en front par la 9e avenue, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot de subdivision numéro deux mille cinq (2005) du lot numéro cent soixante-douze (172), desdits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par le résidu de ladite subdivision numéro deux mille six (2006).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 juin 1919.

2395—25-2

[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITE DE MONT-
No 274. } **R** EAL, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en ladite cité de Montréal, demanderesse ; contre OSCAR-F. BERTHIAUME, défendeur.

Un lot de terre borné en front par la rue Orléans, et étant la subdivision numéro quatre cent soixante-quatre (464) du lot numéro dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Mercier-Maisonnette.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 juin 1919.

2397—25-2

[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITE DE MONT-
No 346. } **R** EAL, corps dûment constitué, ayant son principal établissement en la

thousand and ninety-five (1095) of lot number fourteen (14), on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, in that part of said village now annexed to the city of Montreal and forming the Mercier-Maisonnette ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1919.

2394—25-2

[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF MON-
No. 106. } **T** REAL, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, plaintiff ; vs JOSEPH-E. ROBIN, defendant.

A lot of land being a part of subdivision number two thousand and six (2006) of lot number one hundred and seventy two (172), on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, in that part of said village now annexed to the city of Montreal, and forming the Hochelaga ward, measuring seven (7) feet, and eight inches (8) in width, by seventy eight (78) feet in depth ; bounded in front by 9th avenue, in rear by a lane, on one side by lot subdivision number two thousand and five (2005) of lot number one hundred and seventy two (172), on said official plan and book of reference, and on the other side by the residue of said subdivision number two thousand and six (2006).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1919.

2396—25-2

[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF MON-
No. 274. } **T** REAL, a body politic and corporate, having its principal place of business in said city of Montreal, plaintiff ; against OSCAR-F. BERTHIAUME, defendant.

A lot of land bounded in front by Orleans street, and being subdivision number four hundred and sixty four (464) of lot number eighteen (18), on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, in that part of said village now annexed to the city of Montreal, and forming the Mercier-Maisonnette ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1919.

2398—25-2

[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF MON-
No. 346. } **T** REAL, a duly constituted body with its principal establishment in the

city of Montreal, demanderesse ; contre JOSEPH LUDGER-ARTHUR PORTIN, défendeur.

Un lot de terre borné en front par l'avenue du Parc et étant la subdivision numéro six cent quatre-vingt-sept (687) du lot numéro trois cent quarante-cinq (345), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans cette partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 juin 1919. 2401—25-3
[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONT-**
No 390. } **REAL**, corps légale-
ments constitué, ayant son principal établisse-
ment en la cité de Montréal, demanderesse ; vs
HORMISDAS LEFEBVRE, défendeur.

Un lot de terre borné en front par la rue Ibeville et étant la subdivision numéro (1) de la subdivision mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (1399) du lot numéro deux cent huit (208), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, dans la partie dudit village maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Hochelaga.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 juin 1919. 2403—25-2
[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONT-**
No 353. } **REAL**, corps légale-
ment constitué, ayant son principal établisse-
ment en la cité de Montréal, demanderesse ;
contre FRANK-EDGAR SPERSHOTT, défen-
deur.

Un lot de terre borné en front par la rue Saint-André et étant la subdivision numéro quarante-deux B (42-B) du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans la partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 18 juin 1919. 2405—25-2
[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONT-**
No 451. } **REAL**, corps légale-
ment constitué, ayant son établissement en la
cité de Montréal, demanderesse ; vs HECTOR
DEMERS, défendeur.

city of Montreal, plaintiff ; against JOSEPH LUDGER-ARTHUR PORTIN, defendant.

A lot of land bounded in front by Park avenue and being subdivision number six hundred and eighty seven (687) of lot number three hundred and forty five (345), on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent, in that part of said parish now annexed to the city of Montreal and forming the Ahuntsic-Bordeaux ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1919. 2402—25-2
[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MON-**
No. 390. } **TREAL**, a legally consti-
tuted corporation with its principal establish-
ment in the city of Montreal, plaintiff ; vs HORMIS-
DAS LEFEBVRE, defendant.

A lot of land bounded in front by Ibeville street and being subdivision number (1) of the subdivision number one thousand three hundred and ninety nine (1399) of lot number two hundred and eight (208), on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, in that part of said village now annexed to the city of Montreal and forming the Hochelaga ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at HALF PAST ONE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1919. 2404—25-2
[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MON-**
No. 353. } **TREAL**, a legally consti-
tuted corporation with its principal establish-
ment in the city of Montreal, plaintiff ; against
FRANK-EDGAR SPERSHOTT, defendant.

A lot of land bounded in front by Saint-André street and being subdivision number forty-two B (42-B) of lot number four hundred and eighty eight (488), on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, in that part of said parish now annexed to the city of Montreal, and forming the Ahuntsic-Bordeaux ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 18th June, 1919. 2406—25-2
[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MON-**
No. 451. } **TREAL**, a legally consti-
tuted corporation with its establishment in the
city of Montreal, plaintiff ; vs HECTOR
DEMERS, defendant.

Un lot de terre borné en front par la rue Bourbonnière et étant la subdivision numéro quinze cent quarante-trois (1543) du lot numéro dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans la partie dudit village maintenant annexée à ladite cité de Montréal, et formant le quartier Mercier-Maisonnette.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 18 juin 1919.

2407—25-2

[Première publication, 21 juin 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITE DE MONT-
No. 329. } REAL, corps dû-
ment constitué, ayant son principal établisse-
ment en la dite cité, demanderesse; vs. CHAR-
LES-R. WRIGHT, défendeur.

Un lot de terre borné en front par l'avenue du parc et étant la subdivision numéro cinq cent quinze (515) du lot numéro trois cent quarante-cinq (345), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans cette partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 18 juin 1919.

2409—25-2

[Première publication, 21 juin 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } JOSEPH-EUGENE POI-
No. 326. } TRAS, marchand, de
Saint-Octave-de-Dosquet, comté de Lotbinière;
contre JEAN LABRECQUE, de Sainte-Agathe,
comté de Lotbinière, à savoir:

La partie nord-ouest du lot No 135 (cent trente-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé dans le village de Sainte-Agathe, contenant un arpent de profondeur sur 37 pieds de largeur à la profondeur et au milieu, et 55 pieds au front—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à un droit de passage sur le dit emplacement en faveur de Joseph Mercier, propriétaire voisin, tant que ce dernier demeure voisin.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, le TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à dix heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,

Québec, 26 juin, 1919.

2557—26-2

[Première publication, 28 juin, 1919.]

[Deuxième publication, 12 juillet, 1919.]

A lot of land bounded in front by Bourbonnière street and being subdivision number fifteen hundred and forty three (1543) of lot number eighteen (18), on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, in that part of said village now annexed to the city of Montreal, and forming the Mercier-Maisonnette ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at HALF past TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 18th June, 1919.

2408—25-2

[First publication, 21st June, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF MON-
No. 329. } TREAL, a duly in-
corporated body with its principal place of busi-
ness in the said city, plaintiff; vs. CHARLES-R.
WRIGHT, defendant.

A lot of land bounded in front by Park avenue and being subdivision number five hundred and fifteen (515) of lot number three hundred and forty five (345), on the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, in that part of said parish now annexed to the city of Montreal and forming the Ahuntsic-Bordeaux Ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1919.

2410—25-2

[First publication, 21st June, 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } JOSEPH EUGENE POI-
No. 326. } TRAS, merchant, of
Saint-Octave-de-Dosquet, county of Lotbinière;
against JEAN LABRECQUE, of Sainte-Agathe,
county of Lotbinière, to wit :

The northwest part of the lot No 135 (one hundred and thirty-five) of the official cadastre for the parish of Sainte-Agathe, county of Lotbinière, bearing an emplacement situate in the village of Sainte-Agathe, containing one arpent in depth by 37 feet in width at the rear and in the middle, and 55 feet in front—with the buildings thereon erected, circumstances and dependancies. Subject to a right of way on said emplacement in favor of Joseph Mercier, the neighbor proprietor, so long as the latter remains neighbor.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Agathe, county of Lotbinière, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN.

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 26th June, 1919.

2558—26-2

[First publication, 28th June, 1919.]

[Second publication, 12th July, 1919.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } A YTON CROM-
No 466. } A WELL, de la

ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, entrepreneur, demandeur ; contre WAX and GLASSINE PAPER CO, LTD, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef dans la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Le lot numéro onze-cinquante-six (11-56), dans le neuvième rang du canton Eaton, de la ville de Cookshire, sauf et excepté la partie d'icelui décrite comme suit : à partir du coin sud-ouest dudit lot 11-56 ; de là en allant au nord-ouest le long du côté est d'un chemin public, soixante pieds ; de là vers l'est en parallèle avec la ligne sud dudit lot No. 11-56 en intersection avec la ligne est dudit lot 11-56 et l'emprise du chemin de fer Pacifique Canadien ; de là vers le sud est le long de la ligne est dudit lot No 11-56 jusqu'au coin sud-est d'icelui ; de là vers le sud-ouest le long de la ligne sud dudit lot No 11-56 jusqu'au point de départ ; borné au nord-est par ledit chemin de fer Pacifique canadien, au sud-est par les lots numéros onze-quarante et un (11-41), onze-quarante-neuf (11-49) et dix 0, (10-0), au sud-ouest par ledit chemin public et au nord-ouest par une autre partie dudit lot No 11-56 et mesurant 10,260 pieds de superficie, plus ou moins ; la propriété à être vendue mesurant 2 acres et 29/100 d'un acre en étendue, plus ou moins—avec la manufacture, les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, ainsi que les machines, installations, fixures, l'outillage et les accessoires qui s'y rattachent.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire, MERCREDI, le TREIZE AOUT 1919, à DEUX heures (heure légale) de l'après-midi.

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 12 juillet 1919. 2707—28-2
[Première publication, 12 juillet 1919].

Département du trésor

Avis d'émission de permis supplémentaire

Avis est par le présent donné que "L'Union St-Joseph du Canada", société de secours mutuels, ayant son principal siège d'affaires dans la ville d'Ottawa, dans la province d'Ontario, a obtenu un permis supplémentaire et a été enregistré à l'effet de faire l'assurance sur la vie des enfants, pupilles ou petits-enfants de ses membres en addition aux autres genres d'affaires déjà autorisés par le permis No 10 actuellement en vigueur.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 6935 et de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce premier jour de juillet 1919.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances, P. Q.,

EDW. E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 2703-28-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } A YTON CROM-
No. 466. } A WELL, of the

town of Cookshire, in the district of Saint Francis, contractor, plaintiff ; against WAX and GLASSINE PAPER CO, LTD, a body politic and corporate, having its head office at the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant :

The lot number eleven-fifty six (11-56), in the ninth range of the township of Eaton, for the town of Cookshire, save and except the part thereof described as follows : Commencing from the south westerly corner of the said lot 11-56 ; thence running north westerly along the easterly side of a public road, sixty feet ; thence running easterly parallel with the south line of the said lot No 11-56 to intersect with the easterly line of the said lot 11-56 and the same being the division line between the said lot No 11-56 and the Canadian Pacific Railway right of way ; thence running south easterly along the easterly line of the said lot No. 11-56 to the south easterly corner thereof thence running south westerly along the south line of the said lot No. 11-56 to the place of commencement ; bounded to the north east by the said Canadian Pacific Railway, south easterly by the lots numbers eleven-forty one (11-41), eleven-forty nine (11-49), and ten 0 (10-0), south westerly by the said public road and north westerly by another part of the said lot No. 11-56 and containing 10,260 feet in superficies, more or less ; the property to be sold containing 2 acres and 29/100 of an acre in superficies, more or less—with the factory, buildings and improvements thereon erected and made, and the machinery, plant, fixtures, equipment and accessories thereunto belonging or connected therewith.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Camille-de-Cookshire, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of AUGUST, 1919, at TWO o'clock (legal hour) in the afternoon.

C.-E. THERRIEN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 12th July, 1919. 2708—28-2
[First publication, 12th July, 1919].

Treasury Department

Notice of issue of supplementary license

Notice is hereby given that "L'Union St-Joseph du Canada", a mutual benefit association, having its head office in the city of Ottawa, Ont., has obtained a supplementary license and has been registered for the purpose of transacting in the Province of Quebec the business of "Child Insurance" in addition to the other classes of business already authorized in virtue of License No. 10 now in force.

Given pursuant to the provisions of paragraph 6 of article 6935 and article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this first day of July, 1919.

EDW. E. DUCKWORTH,
Superintendent of insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2704-28-2

Députés élus

Members elected

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE

Québec, 10 juillet 1919.

Je donne avis que les personnes suivantes ont été élues députés à l'Assemblée législative de Québec dans les districts électoraux ci-après nommés :

BAGOT : M. Joseph-Émery Phaneuf, marchand à Saint-Hugues ;

MAISONNEUVE : M. Adélarde Laurendeau, peintre à Montréal ;

SAINT-HYACINTHE : M. Armand Boisseau, notaire à Saint-Hyacinthe ;

L'ASSOMPTION : M. Walter Reed, financier à l'Assomption ;

MISSISQUOI : M. Alexandre Saurette, entrepreneur à Farnham ;

MONTREAL-SAINT-GEORGES : M. Charles-Ernest Gault, agent de change à Montréal ;

MONTREAL-SAINT-LAURENT : M. Henry Miles, marchand à Montréal ;

SAINT-JEAN : M. Alexis Bouthillier, médecin à Saint-Jean ;

BROME : M. William-Robert Oliver, cultivateur à Mansonville ;

JOLIETTE : M. Pierre-Joseph Dufresne, manufacturier à Joliette ;

LAPRAIRIE : M. Wilfrid Cédilot, cultivateur à Saint-Mathieu ;

LAVAL : M. Joseph-Olier Renaud, cultivateur-commerçant à Montréal ;

SOULANGES : M. Avila Farand, marchand à Saint-Clet ;

MONTCALM : M. Joseph-Ferdinand Daniel, notaire à Saint-Esprit ;

LAC-SAINT-JEAN : M. Emile Moreau, cultivateur à Péribonca ;

BEAUHARNOIS : M. Achille Bergevin, courtier à Saint-Clément-de-Beauharnois ;

MONTREAL-HOCHELAGA : M. Joseph-Hercule Bédard, courtier d'assurances à Montréal ;

DEUX-MONTAGNES : M. Arthur Sauvé, journaliste à Saint-Benoît ;

MONTREAL-SAINTE-MARIE : l'honorable M. Napoléon Séguin, rentier à Montréal ;

RICHELIEU : M. Maurice-Louis Péloquin, commerçant à Massueville ;

JACQUES-CARTIER : M. Joseph-Séraphin-Aimé Ashby, notaire à Lachine ;

SHEFFORD : M. William-Stephen Bullock, manufacturier à Sainte-Pudentienne.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

2717 L.-P. GEOFFRION.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Québec, July 10, 1919.

Notice is given that the following persons have been elected members of the Legislative Assembly of Quebec in the electoral divisions hereinafter mentioned :

BAGOT : Mr. Joseph Emery Phaneuf, of Saint Hugues, merchant ;

MAISONNEUVE : Mr. Adélarde Laurendeau, of Montreal, painter ;

SAINT-HYACINTHE : Mr. Armand Boisseau, of Saint-Hyacinthe, notary ;

L'ASSOMPTION : Mr. Walter Reed, of l'Assomption, financier ;

MISSISQUOI : Mr. Alexandre Saurette, of Farnham, contractor ;

MONTREAL-SAINT GEORGE : Mr. Charles Ernest Gault, of Montreal, stockbroker ;

MONTREAL-SAINT LAWRENCE : Mr. Henry Miles, of Montreal, merchant ;

SAINT JOHNS : Mr. Alexis Bouthillier, of Saint Johns, physician ;

BROME : Mr. William Robert Oliver, of Mansonville, farmer ;

JOLIETTE : Mr. Pierre Joseph Dufresne, of Joliette, manufacturer ;

LAPRAIRIE : Mr. Wilfrid Cédilot, of Saint-Mathieu, farmer ;

LAVAL : Mr. Joseph Olier Renaud, of Montreal, farmer and trader ;

SOULANGES : Mr. Avila Farand, of Saint-Clet, merchant ;

MONTCALM : Mr. Joseph Ferdinand Daniel, of Saint-Esprit, notary ;

LAKE SAINT JOHN : Mr. Emile Moreau, of Péribonca, farmer ;

BEAUHARNOIS : Mr. Achille Bergevin, of Saint-Clément-de-Beauharnois, broker ;

MONTREAL-HOCHELAGA : Mr. Joseph Hercule Bédard, of Montreal, insurance broker ;

TWO MOUNTAINS : Mr. Arthur Sauvé, of Saint-Benoît, journalist ;

MONTREAL-SAINTE MARY : the Honourable Napoléon Séguin, of Montreal, gentleman ;

RICHELIEU : Mr. Maurice Louis Péloquin, of Massueville, trader ;

JACQUES CARTIER : Mr. Joseph Séraphin Aimé Ashby, of Lachine, notary ;

SHEFFORD : Mr. William Stephen Bullock, of Saint-Pudentienne, manufacturer.

L.-P. GEOFFRION,

2718 Clerk of the Crown in Chancery.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure. No 512. Dame Ubaldine Janelle, du canton de Stoke, épouse de Wilfrid Gadbois, cultivateur, du même endroit, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Wilfrid Gadbois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Le procureur de la demanderesse,

EMILE RIOUX.

Sherbrooke, 9 juillet 1919. 2715—28-5

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court. No. 512. Dame Ubaldine Janelle, of the township of Stoke, wife of Wilfrid Gadbois, farmer, of the same place, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Wilfrid Gadbois, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 9th July, 1919. 2716—28-5

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 28.

Index of the Quebec Official Gazette, No 28.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Beatty vs Philips.....	1642
" Boucher vs Lafleur.....	1642
" Janelle vs Gadbois.....	1656
" Lejeune vs Larochelle.....	1642
" Morin vs Bélanger.....	1641
" Spirlet vs Spirlet.....	1642
" Richler vs Steinberg.....	1642
" Robert vs Adam.....	1642

ANNONCEURS :—Avis aux—.....	1623
-----------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:

Porcelain Products, Limited.....	1643
----------------------------------	------

COMPAGNIE DISSOUTE :—

Stanford S, Ltd.....	1643
----------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Canton Compton.....	1639
Divers lots à Pont-Viau.....	1640
Divers lots à Saint-Pierre-de-Broughton..	1640
Municipalité scolaire de Métis.....	1639
Municipalité scolaire de Vinoy.....	1640
Municipalité scolaire de Ruisseau Arbour	1639
Municipalité scolaire de Laviolette.....	1639

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1640
--	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La Cie Provinciale d'indemnité.....	1641
L'Union Saint-Joseph du Canada.....	1655
The British Empire Trust Coy et 16 autres compagnies.....	1640

DÉPUTÉS ÉLUS :—

Dans vingt-deux districts électoraux.....	1656
---	------

EXAMENS :—

Inspecteurs d'écoles.....	1639
---------------------------	------

FAILLITE—AVIS DE :—

Bourbeau & Frères, cession.....	1644
Cyr, nom. de curateurs.....	1643
Giguère Dme) dividende.....	1644
Lawson, cession.....	1644
Pelletier, nom. curateurs.....	1643
The Saint-Regis Hotel Ltd, dividende..	1644

LETTRES PATENTES :—

American Import, Ltd.....	1627
Ferron & Cie, ltée.....	1634
La Reine Lumber Coy, Ltd.....	1630
Le Prêt municipal, ltée.....	1635
Luna Park, Ltd.....	1631
Lyster Realty Coy, Ltd.....	1628
Metcalf, ltée.....	1638
Montreal Hippodrome Coy, Ltd.....	1624
The Stukely Telephone Coy, Ltd.....	1636

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beattyvs Philips.....	1642
" Boucher vs Lafleur.....	1642
" Janelle vs Gadbois.....	1656
" Lejeune vs Larochelle.....	1642
" Morin vs Bélanger.....	1641
" Spirlet vs Spirlet.....	1642
" Richler vs Steinberg.....	1642
" Robert vs Adam.....	1642

ADVERTISEURS :—Notice to—.....	1623
--------------------------------	------

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :

Porcelain Products, Limited.....	1643
----------------------------------	------

COMPANY DISSOLVED :—

Stanford S, Ltd.....	1643
----------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Township Compton.....	1639
Several lots to Pont-Viau.....	1640
Several lots to Saint-Pierre-de-Broughton	1640
School municipality of Metis.....	1639
School municipality of Vinoy.....	1640
School municipality of Arbour's Creek...	1639
School municipality of Laviolette.....	1639

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1640
---	------

TREASURY DEPARTMENT :—

The Provincial Indemnity Coy.....	1641
L'Union Saint-Joseph du Canada.....	1655
The British Empire Trust Coy and 16 other companies.....	1640

MEMBERS ELECTED :—

In twenty-two electoral divisions.....	1656
--	------

EXAMINATIONS :—

School inspectors.....	1639
------------------------	------

BANKRUPT NOTICES :—

Bourbeau & Frère, assignment,.....	1644
Cyr, curators' appt.....	1643
Giguère (Dme) dividend.....	1644
Lawson, assignment.....	1644
Pelletier, curators' appt.....	1643
The Saint-Regis Hotel Ltd, dividend.....	1644

LETTERS PATENT :—

American Import, Ltd.....	1627
Ferron & Cie, ltée.....	1634
La Reine Lumber Coy, Ltd.....	1630
The Municipal Loan, Ltd.....	1635
Luna Park, Ltd.....	1631
Lyster Realty Coy, Ltd.....	1628
Metcalf, ltée.....	1638
Montreal Hippodrome Coy, Ltd.....	1624
The Stukely Telephone Coy, Ltd.....	1636

LIQUIDATION :—

Casino Café, Ltd.....	1645
Normandeau, ltée.....	1644

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles—Cité de Québec..	1639
--	------

RATIFICATIONS DE TITRE :—

Bannam & Dorais.....	1645
<i>Ex-parte</i> : Lemieux.....	1646

VENTES PAR LES SHERIFS :—

CHICOUTIMI :—

Ratté vs Girard <i>et al.</i>	1647
-------------------------------------	------

GASPÉ :—

Robin Jones & Whitman Ltd vs Goulette	1647
---------------------------------------	------

IBERVILLE :—

Choquette vs Produits Techne - Chimiques, ltée.....	1648
Guillet vs Jourdain dit Lafrance.....	1648

KAMOURASKA :—

Marquis vs Marquis.....	1649
Michaud vs Guérette.....	1649

MONTREAL :—

Bourassa vs The Presto Heater Co, Ltd..	1650
La cité de Montréal vs Berthiaume.....	1652
La cité de Montréal vs Bilodeau.....	1651
La cité de Montréal vs Demers.....	1653
La cité de Montréal vs Fortin.....	1652
La cité de Montréal vs Lefebvre.....	1653
La cité de Montréal vs Robin.....	1650
" " " ".....	1652
La cité de Montréal vs Spershot.....	1653
La cité de Montréal vs Wright.....	1654
Mackey <i>et al</i> vs Kennedy.....	1651

QUÉBEC :—

Poitrass vs Labrecque.....	1654
----------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS :—

Cromwell vs Wax & Glassine Paper Co..	1655
---------------------------------------	------

WINDING UP :—

Casino Café, Ltd.....	1645
Normandeau, ltée.....	1644

APPOINTMENTS :—

School Commissioners—City of Quebec..	1639
---------------------------------------	------

CONFIRMATIONS OF TITLE :—

Bannam & Dorais.....	1645
<i>Ex-parte</i> : Lemieux.....	1646

SHERIFFS' SALES :—

CHICOUTIMI :—

Ratté vs Girard <i>et al.</i>	1647
-------------------------------------	------

GASPE :—

Robin Jones & Whitman Ltd vs Goulette	1647
---------------------------------------	------

IBERVILLE :—

Choquette vs Techne - Chemical Products, Ltd.....	1648
Guillet vs Jourdain dit Lafrance.....	1648

KAMOURASKA :—

Marquis vs Marquis.....	1649
Michaud vs Guérette.....	1649

MONTREAL :—

Bourassa vs The Presto Heater Co, Ltd..	1650
The city of Montreal vs Berthiaume.....	1652
The city of Montreal vs Bilodeau.....	1651
The city of Montreal vs Demers.....	1653
The city of Montreal vs Fortin.....	1652
The city of Montreal vs Lefebvre.....	1653
The city of Montreal vs Robin.....	1650
" " " ".....	1652
The city of Montreal vs Spershot.....	1653
The city of Montreal vs Wright.....	1654
Mackey <i>et al</i> vs Kennedy.....	1651

QUÉBEC :—

Poitrass vs Labrecque.....	1654
----------------------------	------

SAINT FRANCIS :—

Cromwell vs Wax & Glassine Paper Co..	1655
---------------------------------------	------